

# Rouge

Flexibilité  
Le testament  
de la gauche ?

P.5.

M 1578 N° 1191 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

du 9 janv. au 15 janv. 86

# Libéralisme à HERSANT %



# Touchez pas au peuple libyen

Dans une touchante unanimité, la presse et les gouvernements occidentaux discutent de la nature et de l'opportunité de représailles contre la Libye après les attentats de Rome et de Vienne. Faut-il choisir le terrain économique ou bien la voie militaire ? Opter pour la guerre ouverte ou le combat dans l'ombre ?

Un tel débat, qui fait suite à la révélation des plans américains pour éliminer physiquement Kadhafi, peut se dérouler au grand jour car l'image peaufinée dans les médias occidentaux est celle d'un Kadhafi ennemi public international n° 1, chef fanatique du terrorisme international.

On vous le dit, on le dénonce : « Kadhafi est partout », en Afrique, en Europe, et même se mêle des affaires de la Nouvelle-Calédonie ! Certes, on ne prête qu'aux riches, mais on ne fera pas plus prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages que la Libye pour la tranchée avancée de la révolution socialiste. Mais regardons d'où viennent ces charges contre la Libye omniprésente : de la France qui s'écartèle de la Guyane à la Polynésie, de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'à La Réunion ; d'Israël dont les relations internationales ont toujours été au beau fixe avec les dictatures sous toutes les latitudes de l'Asie à l'Afrique en passant par l'ex-Nicaragua de Somoza ; des Etats-Unis qui se font les champions des libertés, pourvu que ce soit en dehors de leur zone d'influence, et portent à bout de bras mercenaires et dictateurs.

Kadhafi tient des propos racistes contre les juifs, il pratique le terrorisme. Mais il n'a ni le monopole du racisme ni celui du terrorisme. Ses adversaires le lui rendent bien.

Cela ne nous fait pas oublier un principe fondamental, celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il n'appartient ni à Reagan ni à Pérès, qui ont montré le peu de cas qu'ils en faisaient, de décider en la matière. C'est pourquoi nous nous opposerons à toute aventure, fût-elle drapée dans les plis d'une prétendue démocratie, qui aurait pour but de faire marcher la Libye au pas dicté par l'impérialisme.

Jean-Jacques Laredo

*Les attentats de décembre contre les aéroports de Rome et de Vienne, le climat d'hystérie anti-arabe qui leur a succédé mettent une nouvelle fois le terrorisme sous les feux de l'actualité. Raison de plus pour se pencher sur une réalité trop souvent méconnue.*

Le spectre qui hante l'Europe ne serait-il plus le communisme comme le démontrait Marx en 1848 ? A en croire les commentateurs, l'affrontement déterminant pour l'avenir du monde moderne mettrait aux prises le camp des « démocraties » et des réseaux terroristes manipulés. Le 4 janvier, le *Figaro-Magazine* écrivait par exemple : « Les experts occidentaux sont formels. Les grenades de fabrication soviétique et les cent dix balles qui ont tué quinze personnes (...) à l'aéroport de Rome-Fiumicino, ne sont que le prélude à une vague d'attentats qui devrait toucher plusieurs pays européens, dont la France. Des commandos en provenance du Moyen-Orient sont déjà à pied d'œuvre. » Comme en écho, le « haut commandement du Jihad islamique » publiait le 1<sup>er</sup> janvier, à Beyrouth, un communiqué annonçant que « ses actions punitives dirigées contre les criminels israéliens se poursuivront non seulement dans les territoires arabes occupés mais connaîtront également une recrudescence à travers toutes les régions du monde ».

Il y a évidemment bien loin entre le climat qui tend à s'instaurer et la réalité. Pourtant, force est de reconnaître que le mouvement ouvrier est désormais confronté à une situation nouvelle.

## Des terrorismes différents

Aux origines, et plus particulièrement dans la Russie tsariste, les organisations ouvrières sont confrontées aux initiatives des *narodniki* (populistes), bientôt imités par les socialistes-révolutionnaires (SR). En Europe occidentale, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle voit l'écllosion d'un terrorisme nihiliste ou anarchiste dominé

par les figures de Ravachol, Auguste Vaillant ou Emile Henry. Celui-ci a pour caractéristique de se substituer au mouvement populaire. Le développement d'organisations prolétariennes de masse puis la Révolution russe marginalisent définitivement les courants qui s'en revendiquent. Ce n'est qu'avec la décomposition des organisations ultra-gauches européennes qu'on voit resurgir, dans les années soixante-dix, nombre des idées émises à cette époque, avec la constitu-

tion de groupuscules marginaux comme la Fraction armée rouge (RAF) ou Action directe.

Le recours à la lutte armée clandestine est ensuite l'apanage de mouvements nationaux de libération. D'abord symbolisé par la lutte des républicains irlandais, il prend véritablement son essor après la Deuxième Guerre mondiale, en convergeant avec les processus de décolonisation. Ce terrorisme ressemble bien peu à celui, désespéré, des anarchistes. Expression d'une aspiration massive à l'émancipation en Amérique latine, en Afrique et même en Europe (avec le réseau d'influence de l'IRA et le développement de l'ETA), il bénéficie du soutien actif de larges catégories populaires. Et ce, en dépit des limites programmatiques ou des fautes commises par les courants nationalistes.

D'une certaine façon, le terrorisme palestinien se rattache à cette catégorie. Il surgit spectaculairement à la fin des années soixante, avec le détournement à Rome d'un appareil israélien. Il possède néanmoins une donnée propre : il prend toute la planète pour champ d'action et vise surtout à se faire connaître à l'opinion internationale. Telle est alors la réponse des fedayins à la négation du droit à l'existence de tout un peuple et aux coups que reçoit la résistance palestinienne, de l'Etat sioniste comme des bourgeoisies arabes. Et les actions d'éclat des combattants, en dépit de cibles parfois contestables, reçoivent l'appui massif des populations palestiniennes dispersées dans l'ensemble du Proche-Orient.

Les attentats auxquels on



# Kadhafi :

*Templier d'Allah, messenger du désert, terroriste international, aucune de ces étiquettes ne peut résumer Khadafi qui, c'est vrai, se plaît autant à se contredire qu'à brouiller les cartes de l'ordre international.*

Kadhafi est arrivé au pouvoir en 1969 à la tête du groupe des Officiers libres. Leur ambition : renverser « l'ordre injuste », et de façon plus immédiate renverser le roi Idriss, pâle monarque qui, au cours de ses dix-huit ans de règne, n'a rien perçu des mouvements traversant le monde arabe.

Affranchie de la domination italienne depuis 1951 — dans le cadre d'une indépendance octroyée plutôt qu'arrachée —, la Libye connaît de grands bouleversements économiques. Sans

que la monarchie soit capable d'y faire face, le système traditionnel s'effondre. Au milieu des années cinquante, les compagnies multinationales obtiennent des concessions pétrolières et entament une exploitation dont elles rêvaient depuis l'entre-deux guerres. Le pétrole libyen est assez facile à extraire et à exploiter. Le boom économique qui s'ensuit gonfle rapidement les rangs d'une classe moyenne qui n'a pas de mal à se reconnaître dans le courant nationaliste arabe, voire le panarabisme.

La monarchie frileuse ne sait pas négocier le tournant, se contentant de gérer la nouvelle prospérité. Elle se retrouve très vite en porte-à-faux avec une population travaillée par le nassérisme. Les points les plus sensibles d'achoppement sont la solidarité avec le peuple palestinien que le roi Idriss méprise complètement. La contradiction devient patente en 1956. Au moment de l'affaire de Suez, qui rend évidente la collusion entre Israël et les puissances occidentales, Idriss n'exprime pas la moindre velléité de rupture avec la France et la Grande-Bretagne. C'est certainement cet immobilisme de l'ancien régime et cette volonté de rester à la botte de ses anciens dominateurs qui entraînent sa chute. Et que ce soit des



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

## Rouge

- ◆ Hebdomadaire edité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gerant : Léon Crémieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922

# par la terreur

•••

assiste actuellement sont d'une autre nature, même s'ils se commettent au nom de la « nation arabe ». Ils sont l'œuvre de réseaux — plus que d'organisations véritables — liés aux services spéciaux de certains Etats. Le fait que ceux-ci se situent au Moyen-Orient ne doit rien au hasard. La faiblesse des classes dominantes, la chute de bastions aussi réactionnaires que la monarchie iranienne, la crise de l'Etat hébreu, la pérennité de l'aspiration nationale du peuple palestinien sont autant de facteurs de déstabilisation de cette région stratégique. Ce qui se traduit par des affrontements à répétition entre les capitales occidentales et plusieurs régimes, notamment ceux de Syrie, de Libye ou d'Iran. Le terrorisme devient, dans ce contexte, l'instrument d'une

« diplomatie coercitive ». Et la décomposition de l'OLP après sa défaite de Beyrouth en 1982 fournit aux gouvernements concernés un réservoir inépuisable de commandos-suicide.

Qu'importe, dès lors, la phraséologie de groupes aux dénominations multiples ? Leurs initiatives servent uniquement de couverture aux épreuves de force entre Etats. Pour ne prendre que cet exemple, il apparaît aujourd'hui que les attentats commis, en décembre dernier, contre deux grands magasins parisiens étaient une réponse à l'appui accordé par la France aux initiatives diplomatiques de l'Egypte et de la Jordanie.

L'itinéraire du groupe Abou Nidal — soupçonné d'être l'instigateur des dernières fusillades — illustre bien cette dérive. Emanant, en 1974 d'une scission « radi-

cale » du Fath, il a travaillé successivement pour l'Irak et la Syrie, avant de s'allier, semble-t-il, à la Libye. Outre ses actions en Europe, les membres du Fath-Commandement révolutionnaire ont largement relayé les tentatives d'assujettissement dont l'OLP a fait l'objet de la part de tous les régimes arabes « progressistes ». En février 1985, dans une interview à la revue *France-Pays arabes*, Abou Nidal ne fait d'ailleurs pas mystère de sa soumission aux desseins de Damas : « *La Palestine dans l'avenir sera partie intégrante de la Syrie.* »

## Conséquences dévastatrices

Il y a une forte dose d'hypocrisie dans l'indignation vertueuse des gouvernements impérialistes. Car la guerre

psychologique — qui repose essentiellement sur le meurtre et la manipulation — a été inventée par les services secrets occidentaux. Les plans américains visant à assassiner Kadhafi ne se comptent plus et toutes les métropoles disposent d'unités spéciales pratiquant elles-mêmes la terreur, comme l'affaire Greenpeace en a récemment administré la preuve. Le terrorisme communément dénoncé aujourd'hui ne fait que retourner contre leurs inspirateurs des formes d'action initialement mises au point par la CIA, le SDECE ou les SAS britanniques.

Il n'en demeure pas moins que des actes aussi criminels que ceux de Rome et de Vienne ont des conséquences dévastatrices. Ils discréditent le combat palestinien et favorisent toutes les manipulations, au point que nul ne



parvient plus à savoir qui travaille pour quoi. Il est ainsi révélateur que le journaliste israélien Maxim Ghilan ait pu écrire, en 1982, dans la revue *Israel and Palestine* : « *Abou Nidal est tantôt considéré comme un agent de la CIA ou un pantin manipulé par elle (selon certains services occidentaux) tantôt comme un agent du Mossad ou (selon les leaders de l'OLP) comme son instrument. Mais il est certain que l'organisation « Juin noir » est infiltrée par des Palestiniens de Cisjordanie à la solde des services secrets israéliens qui les tiennent par chantage.* »

Quelle que soit son idéolo-

gie avouée, ce terrorisme réactionnaire en ce qu'il reprend à son compte les méthodes des gouvernements qu'il prétend combattre. Ainsi, quand le colonel Kadhafi annonce que ses commandos-suicide sont déjà aux Etats-Unis, il désigne sans distinction tous les citoyens américains comme les otages de sa guerre avec Reagan. Ce faisant, il aide au développement d'un climat de haine raciale hautement préjudiciable à l'unité des peuples du monde contre un ennemi commun.

Christian Picquet

# le grand Satan de l'Occident

•••

militaires qui se présentent comme une avant-garde capable d'assurer la relève n'a rien d'étonnant au vu de la formation sociale du pays.

Dans un premier temps, la révolution s'avère beaucoup plus idéologique qu'économique. Les premières déclarations des Officiers libres sont significatives. Le 1<sup>er</sup> septembre 1959 — alors que le complot préparé de longue date est mené simultanément à Benghazi, Tripoli et El Beida —, Kadhafi déclare sur les ondes : « *Au nom de Dieu et pour accomplir ta volonté, peuple libyen, tes forces armées ont anéanti le régime réactionnaire, arriéré et décadent.* » Et plus explicite, quelques jours plus tard, il annonce à un émissaire de Nasser : « *Après avoir étudié soigneusement les événements arabes, nous en sommes venus à l'évidence que Nasser a besoin d'un second front contre Israël.* » « *Un second front, mais où ?* », rétorque l'envoyé. « *Mais ici, réplique celui qui n'est encore que lieutenant. Vous avez oublié que nous pouvons fournir à l'Egypte de l'argent, des aérodromes et une profondeur stratégique. Nous avons tout. Dites à Nasser que nous avons fait cette révolution pour lui. C'est à lui de nous conduire hors du camp réactionnaire vers le camp progressiste.* »

Le groupe des Officiers libres se veut donc le second

souffle d'une révolution arabe bien mise à mal par la déroute des régimes égyptien et syrien après la guerre des Six jours en 1967. Depuis, cet engagement contre « *les spoliateurs de la Palestine* » n'a jamais cessé. Il a pris toutes les formes, du soutien à l'OLP à celui des groupes dissidents en passant par un certain nombre de discours antijuifs, inspirés du nationalisme arabe. Et il connaît de nouveaux développements depuis la déroute militaire et diplomatique subie par la résistance palestinienne à la suite de la guerre du Liban en 1982.

Cependant, les discours antisionistes ne sont qu'une des formes de l'affrontement qui oppose Tripoli aux métropoles occidentales. Car les prétentions de Kadhafi entraînent l'application des plans de stabilisation de l'ordre impérialiste dans cette région troublée. L'une des premières mesures prises par le nouveau régime est la nationalisation de l'industrie pétrolière. En moins de quatre ans, la Libye s'est acquise le contrôle de la quasi-totalité de sa production, en même temps que les compagnies installées sur son sol n'ont plus la possibilité de transférer leur revenu à l'étranger. Mais bien qu'opposée à l'intérêt des firmes multinationales, cette politique récuse tout rapport avec le marxisme.

Les déclarations ne manquent pas où Kadhafi fustige

cette « *idéologie du XIX<sup>e</sup> siècle européenne et athée qui voudrait elle aussi s'imposer aux Arabes* ». Pour lui, « *la religion musulmane est plus progressiste que le communisme* ». En fait, il choisit dans le Coran ce qui correspond à « *sa* » définition du socialisme. « *La religion a établi les fondements des relations entre les travailleurs, de la société d'autosuffisance, de la justice et de la société libre.* » Quant à la justice sociale, elle ne sera pas selon lui obtenue par la victoire d'une classe ouvrière, dont le poids est de toute façon limité, mais par le dévouement de chacun à la cause collective.

Le Conseil de commandement de la révolution se chargea donc d'appliquer certains versets des commandements du Prophète : l'usure est interdite et les grandes fortunes confisquées pour être redistribuées. Mais fatalement, il s'est heurté assez vite à la passivité sinon à la résistance des catégories sociales les plus touchées dans leurs intérêts. La bourgeoisie urbaine, les bénéficiaires — techniciens ou non — de la prospérité pétrolière, les fonctionnaires d'une administration qui avait été laissée en l'état, se sont mis à rechigner. Un courant pouvait se développer aspirant moins à l'unité arabe et au panarabisme qu'à la création d'un Etat libyen fort dont ils auraient eu tout à gagner. Les tensions s'exacerbèrent au moment de la création de l'Union socialiste arabe.

Cette union pouvait déboucher sur une plus grande intégration de l'Egypte et de la Libye. La communauté égyptienne se faisait de plus en plus nombreuse. Les cadres et surtout les étudiants se sentaient menacés. Les incidents se multiplièrent et augmentèrent après la mort de Nasser et le reflux des illusions panarabes qu'il pouvait cristalliser.

C'est précisément à ce moment-là, en 1973, que sont lancés les comités populaires. Dans le pays, « *l'Etat des masses* » (Jamahirya) fait son apparition. Son objectif affirmé est de donner plus de pouvoir aux jeunes et aux couches les plus populaires.

Le discours de Zouwara en avril de cette année-là peut apparaître comme un tournant dans le processus libyen. Kadhafi annonce cinq points fondamentaux, d'ordre quasiment constitutionnel. Toutes les lois sont abolies, seul le Coran subsiste. Le peuple a pleine liberté mais les ennemis du peuple n'ont rien ; cela vise tout à la fois les « *arrivistes* » et les militants de partis qui, « *par nature* », dévient les aspirations du peuple. La révolution administrative est annoncée : chaque citoyen doit contrôler les fonctionnaires afin qu'ils n'entravent pas la marche de la révolution. Enfin, tous les livres étrangers, marxistes ou capitalistes, doivent être brûlés.

Les congrès et comités populaires mis en place n'ont

rien à voir avec des Parlements. La démocratie parlementaire n'est qu'une affaire de campagne et d'argent qui démobilise le peuple, explique Kadhafi. Dans ces nouvelles structures, tous ceux qui sont en accord avec les objectifs de la révolution doivent y trouver le cadre de discussion et de proposition.

Ce discours, cette réflexion ont fait couler beaucoup d'encre, de même que les vagues de répression qui en découlent. L'Occident a crié un temps à la dictature. Mais là n'est pas évidemment le motif de la haine suscitée par le régime de Kadhafi. La paranoïa qu'il engendre trouve sa source dans la dénonciation permanente par les officiers libyens de l'impérialisme.

Pour autant, la politique du régime de Kadhafi, comme en leur temps celle de Nasser ou des baasistes syriens et irakiens, n'a pas les moyens d'être subversive. La radicalisation politique de ces groupes militaires est liée pour eux à la nécessité de s'affronter à un moment donné aux intérêts occidentaux pour développer leur pays. Elle passe par une affirmation voire un martèlement des thèmes de l'unité arabe et une interprétation progressiste du Coran. Mais là s'arrête la « *révolution* ». Ces régimes n'entendent pas rompre avec la logique capitaliste : leur virulence à dénoncer les métropoles occidentales s'accompagne d'une ardeur bien plus grande à briser toute forme d'organi-

sation autonome des masses. L'exemple libyen qui met en place des comités populaires sans réel pouvoir de décision, interdit la grève et réprime toute activité partisane en est une illustration.

Enfin, les officiers au pouvoir n'échappent pas à la tentation expansionniste et, dès qu'ils en ont la possibilité, cherchent à hisser leur pays au rang de puissance régionale. La Libye a conclu près d'une dizaine de traités d'union avec des voisins du Machrek. Tous ont été dénoncés ou sont restés des cadres vides. L'unité arabe revendiquée par Kadhafi a pris des détours curieux.

En 1984, le colonel signe le traité d'Oujda avec le plus ardent défenseur des Etats-Unis dans la région : le roi Hassan II. En 1985, au nom de la crise, des dizaines de milliers de travailleurs tunisiens sont renvoyés chez eux *manu militari*. En dehors du monde arabe, on ne compte plus les tentatives pour soumettre le Tchad, voire passer à propos de ce conflit des accords avec la puissance impérialiste française. Ces contradictions, cependant, ne sont pas de nature à freiner la paranoïa des puissances occidentales ni celle d'Israël, et leurs hésitations actuelles à intervenir contre Tripoli relèvent seulement de l'évaluation du rapport de forces militaire. En attendant, Kadhafi reste bien la cible privilégiée des tireurs d'élite de la CIA.

Flora Chénétier

# La nostalgie de la Propagandastaffel

*Le rachat par Robert Hersant du groupe Le Progrès, quelques jours après celui de l'Union de Reims, met une nouvelle fois en évidence les pratiques de ce magnat. Hersant n'hésite pas à se payer simultanément les titres, les locaux et le personnel. Devant ce « Citizen Kane » des temps modernes, la reddition des gouvernants est complète.*

La plus grande surprise dans le rachat par Robert Hersant du Progrès de Lyon, ce n'est pas la vente en elle-même d'un des plus vieux quotidiens français, dans une ville qui est la deuxième métropole économique du pays. Depuis plus d'un an, la situation dans laquelle s'est peu à peu laissé enfermer le P-DG du Progrès, Jean-Charles Lignel, était telle qu'aucune autre issue n'était semble-t-il possible.

Quelques chiffres suffisent à illustrer comment un jeune héritier (Jean-Charles Lignel, qui a trente-sept ans quand il devient P-DG en 1979, est le fils de l'ancien propriétaire d'Air Algérie) a conduit ce titre prestigieux à la « catastrophe » financière par une politique incohérente et prétentieuse.

## Une avalanche de procès

Déjà, en 1979, le rachat du titre : 119 millions de francs. Un prix sans commune mesure avec la valeur réelle des parts rachetées (50 %), nécessaires à la prise de contrôle

du titre. Un prix d'achat qui impliquait dès le départ un endettement important auprès des banques. Ensuite, une accumulation, plus d'une centaine, de procès, dont beaucoup de perdus, avec ses concurrents mais avec ses associés, dont l'agence de publicité Havas. Quand on sait le rôle que jouent les recettes publicitaires dans la gestion de la presse, c'était une attitude suicidaire, surtout dans la situation de concurrence frontale, quasi unique en France, dans laquelle se trouvait le Progrès face au Dauphiné libéré.

A ce petit jeu de bras de fer permanent entre les deux titres, c'est d'abord le Dauphiné qui craque. En 1983, le journal, issu des batailles politique de l'après-Libération et qui fut porté sur les fonts baptismaux par feu la SFIO, passe aux mains de l'ancien collabo Robert Hersant. Ce rachat sentait déjà le soufre. Pour la « gauche », en premier lieu, qui, dans cette région, était majoritaire. Elle perdra Grenoble la même année. Mais ne

murmurait-on pas à l'époque que l'opération avait été rendue possible par un marchandage entre Hersant et le pouvoir pour le rachat de France-soir, dont son propriétaire avait feint de vouloir se séparer ?

Fin décembre 1985, il ne faisait plus de doute que la fin (des fins) était proche : un déficit prévisionnel pour 1986 estimé à cinquante millions de francs, ce qui portait le déficit accumulé à cent-vingt millions de francs ; un rapport de diffusion avec les titres du Dauphiné libéré sur Lyon de 53 % à 47 %, alors qu'il était de 80 % à 20 % en faveur du Progrès en 1979 ; plusieurs centaines de milliers d'exemplaires perdus quotidiennement ; sans compter l'endettement personnel de Lignel qui avait dû céder ses actions dans différentes sociétés et vendre l'immeuble du journal à Lyon, le tout pour un total d'une centaine de millions de francs. Un capital ainsi dilapidé et un crédit largement entamé auprès des banques et des pouvoirs publics, locaux et nationaux, Lignel était fait comme un rat.

## Des réactions en chaîne

Mais la vente à Hersant en a quand même surpris plus d'un ! N'était-il pas question il y a quelques jours encore d'un rachat possible par Hachette ?

Tout aussi surprenante est, en apparence, la réaction du pouvoir. En particulier celle du ministre, Georges Fillioud, se réfugiant derrière le paravent d'une loi et d'une justice qui ne semblent pas effrayer outre-mesure le P-DG du Figaro, propriétaire également d'une vingtaine de quotidiens, d'hebdomadaires et autres périodiques, d'une trentaine de radios locales, et candidat au rachat d'une chaîne de service public de télévision. Surtout à quelques semaines de mars 1986...

On ne nous fera pas croire que cette opération, sans aucun doute la plus importante réalisée à ce jour par Robert Hersant, et qui le met en mesure de s'attaquer aujourd'hui aux autres groupes de quotidiens régionaux (*le Provençal, l'Est républicain...*), s'est traitée, dans le plus grand secret, sans que les pouvoirs publics n'en aient été avertis. Car qui finance ? Interrogé à ce propos à la télévision, le ministre a déclaré : « Permettez-moi de ne pas répondre à cette question. » Le secret bancaire peut-être ? Ou la non-ingérence du pouvoir politique dans la gestion des banques nationalisées ? A d'autres ! Quand on sait que l'un des principaux banquiers et créanciers de Hersant est le même que celui de Lignel, qu'il s'agit du Crédit lyonnais dirigé par un vieux militant du PS, il y a des couleuvres qui sont vraiment dures à avaler.

Finalement, comme toujours, *l'Humanité* surtitrait sa une du 4 janvier par cette phrase qui se veut assassine : « Ne s'agit-il pas d'une opération dirigée contre Raymond Barre ? » Une analyse partagée également par *Libération* remarquant que Hersant s'est prononcé pour la proportionnelle et la cohabitation et qu'il est devenu peu à peu — le pouvoir ayant après l'opération raté de *France-soir* mieux à faire dans l'audiovisuel — « une pièce dans l'échiquier présidentiel ». Supputation reprise également par Yves Loiseau sur *France-Inter*, rappelant que Robert Hersant et François Mitterrand avaient siégé tous deux pour l'UDSR sur les bancs de l'Assemblée nationale.

## Le dernier coup bas

Dans un tel contexte, il n'est guère envisageable que les salariés du groupe Progrès puissent s'opposer seuls à ce changement de propriétaire. Les salariés du Progrès ont été seulement échaudés par ces cinq « années Lignel ». D'autant qu'ils avaient bien accueilli en 1979 ce jeune patron qui se disait novateur et plutôt à gauche. Trahis très vite, leurs espoirs se portèrent au travers de nombreuses luttes, surtout après mai 1981, vers les pouvoirs publics. Ce dernier coup bas dans lequel la passivité du gouvernement est patente leur

## L'impunité garantie

Pour un bras d'honneur, c'est un bras d'honneur et la gauche au pouvoir l'a bien pris comme tel. A deux mois des élections, Hersant rachète le groupe du Progrès de Lyon, son fils récupère l'Union de Reims au nez et à la barbe de la Commission sur la transparence de la presse chargée de donner son avis sur toute cession de titre. Et le groupe qui contrôle déjà 20 % de la diffusion de la presse régionale voit tomber dans son escarcelle dorée cinq quotidiens locaux, un tri-hebdo, deux dominicaux sans compter les 40 % d'actions du *Journal du dimanche* possédés jusqu'alors par la société de Jean-Charles Lignel.

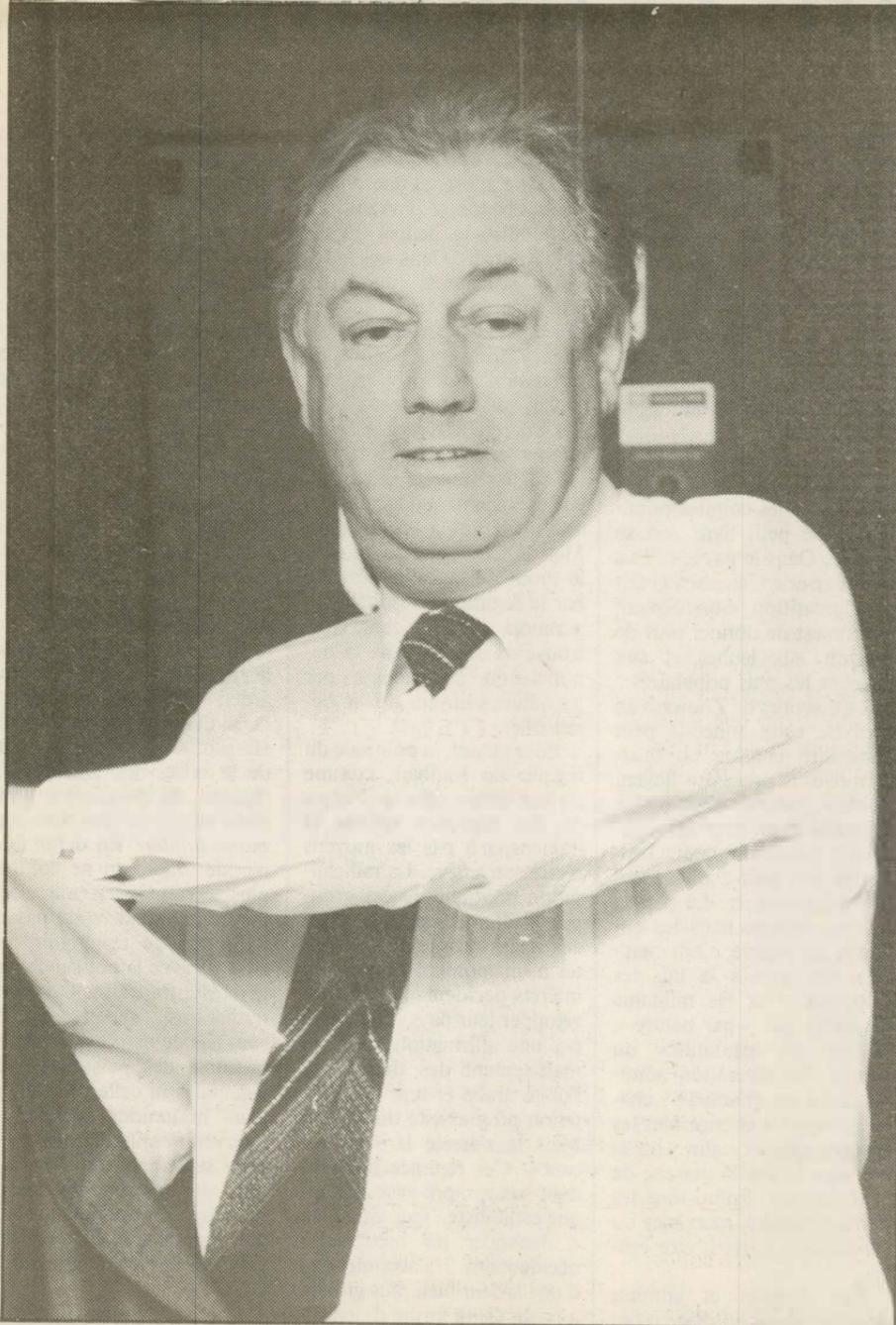
Bien sûr, le secrétaire d'Etat à la Communication, Georges Fillioud, s'est déclaré choqué : « La justice sera saisie. » A chaque fois qu'il rachète un titre, c'est la même vertueuse indignation, le même tollé suivi... du même oubli. Il y a, hélas, peu de raisons que cela change, surtout en cette période électorale. Il s'est bien trompé en effet l'éditorialiste de *l'Evénement du jeudi* qui, dans la livraison du 2 janvier, écrivait : « Hersant rachètera "l'Union" de Reims et autres titres après le 16 mars. » Mais Hersant n'a pas besoin d'attendre le retour de la droite pour s'abandonner à son obsession papivore... » Ainsi s'incarne, dans toute son ampleur, la volonté de revanche des battus de 1981. On a déjà un avant-goût de ce que sera l'après-mars, s'ils l'emportent.

Parce qu'enfin à qui l'Elysée et Matignon pourront-ils faire croire qu'ils ne pouvaient barrer la route au « Citizen Kane français » ? Il existe une loi, celle d'octobre 1984, qui interdit à une personne ou un groupe de contrôler plus de 10 % de la diffusion nationale et plus de 10 % de la diffusion régionale. Sans parler des ordonnances de 1944 que Hersant n'a cessé de violer.

Seulement voilà ! Ils n'ont même pas la volonté politique de les faire respecter. Dans ces conditions, l'immunité parlementaire dont bénéficie le député européen Hersant n'est qu'un prétexte. Ce qui fait la force de ce caricatural capitaliste, ce sont avant tout les complicités dont il jouit à droite comme à gauche. Car Hersant est ainsi fait : il a les idées politiques qui correspondent à ses appétits. N'oublions pas qu'il fut, dans les années cinquante, membre et élu de l'UDSR, le parti dont Mitterrand assumait la présidence. Les vieilles amitiés sont les plus solides... Et puis l'empire Hersant, c'est un peu de cette « France qui gagne » chère au gouvernement. Hersant fait dans la presse ce que Fabius espère ailleurs. Il « sauve » des entreprises, entendez il rachète hommes et biens puis licencie, pardon, rentabilise, restructure, modernise. Bref, Hersant « trace sa route » comme il dit, il trace surtout cette route libérale et pavée de profits qui relie aujourd'hui tous les partisans de la cohabitation.

Flora Chénétier

Hersant : l'intouchable « citizen Kane » des temps modernes.



donne à réfléchir. C'est assurément au niveau national qu'il faut donc faire porter la réponse. A moins qu'une fois de plus la lâcheté des uns et les calculs à court terme des autres l'emportent. Ce ne serait pas la première fois.

Alexis Karol

FLEXIBILITE

# Le testament de la gauche ?

*Enjeu social et économique, la loi sur la flexibilité vise à dépouiller l'utilisation de la force de travail de toute protection légale. Enjeu politique dorénavant, la loi suscite un acharnement présidentiel au point de constituer l'ordre du jour unique de la session extraordinaire des deux Chambres. Tant et si bien que la loi sur la flexibilité va imprimer de sa marque le début, pour le moins, de la campagne électorale.*

Pourquoi cette obstination à faire passer un tel projet de loi sur la flexibilité ? Est-ce le testament social d'un gouvernement moribond, vestige de la victoire électorale du 10 mai ? Ce testament déshérite alors les travailleurs. Le dernier acte, mûrement choisi par Mitterrand, représente fidèlement la politique menée depuis des années, une austérité composée d'attaques anti-sociales.

La flexibilité en est, effectivement, le parachèvement. Cette loi n'est qu'une vaste dérogation au Code du travail. La gauche finissante désigne par là le cadre légal comme caduc, périmé, dépassé. Ce « modernisme » affiché n'est qu'archaïsme capitaliste. Il s'agit d'extirper la force de travail de sa gangue légale, la loi des 39 heures hebdomadaires, la réglementation du Code du travail, pour l'exposer nue face à la loi du marché.

Le temps de travail sera annuel, pour mieux adapter ses variations aux strictes charges de travail décidées par le patron. Le libre choix du salarié n'a rien à faire là-dedans. C'est le carnet de commandes qui décide. Il faudrait travailler entre 38 et 41 heures, ou entre 37 heures 30 et 44 heures, par la seule décision du chef d'entreprise, pour souscrire à ses appétits de profit. Il faudrait accepter que le salaire reste fixe d'un bout de l'année à l'autre, indépendamment du temps réellement effectué. Il faudrait admettre que les heures supplémentaires puissent être globalement payées sous forme de repos, et non plus en argent.

Et par-dessus tout ça, la loi

imposerait qu'on s'en remette aux directions syndicales pour négocier ce qui n'est pas négociable, avec des patrons qui n'en veulent qu'aux accords sociaux. Ah, la belle loi !

## Grande manœuvre ou cafoillage ?

Le projet de loi représente donc un acharnement thérapeutique. Présenté à la négociation des partenaires sociaux, liquidé en décembre 1984, il resurgit devant les parlementaires, parmi lesquels seuls les socialistes, modérément d'ailleurs, lui accordent vie. Cette loi pantelante sous le poids de ses échecs marque pourtant la campagne électorale.

Quel sombre dessein anime Mitterrand ? Veut-il tendre une perche préélectorale à la cohabitation, quémandant de manière implicite la mansuétude de la droite qui est d'accord sur le fond avec l'esprit libéral qui anime cette loi ? Entend-il relever le défi du PCF, et apporter ainsi des gages ultimes au patronat, afin de lui prouver que devant le retour de la droite, il sait garder un cap anti-ouvrier ? A-t-il considéré les risques de remous qui peuvent affecter les rangs des élus socialistes, comme en témoigne le faible (!) enthousiasme de Jospin à l'égard de l'initiative ?

Quoi qu'il en soit, cette loi vaut maintenant par le symbole qu'elle représente. Le 10 mai, et c'est Mitterrand qui assume le choix, se termine par l'acte de flexibilité, marque on ne peut plus claire des intentions présidentielles de rassembler autour de cette démarche libérale contre les forces vives du mouvement ouvrier.

Imposant un cadre parlementaire qui sera houleux, Mitterrand prend ainsi le flambeau libéral et devient le chef de la croisade en faveur de la libre concurrence, de la destruction de la légalité sociale en matière de temps de travail. Cette opération suppose que les médias asservies au régime prennent le relais de l'offensive. Ne voit-on pas des commentaires flatteurs et alléchants à l'égard de cette loi encombrer depuis quelques jours les écrans de télé ?

Le moderne et l'archaïque, voilà la hauteur béante du débat que Mitterrand veut imposer. L'« archaïque », ce serait défendre l'emploi et le temps libre de travail. Le

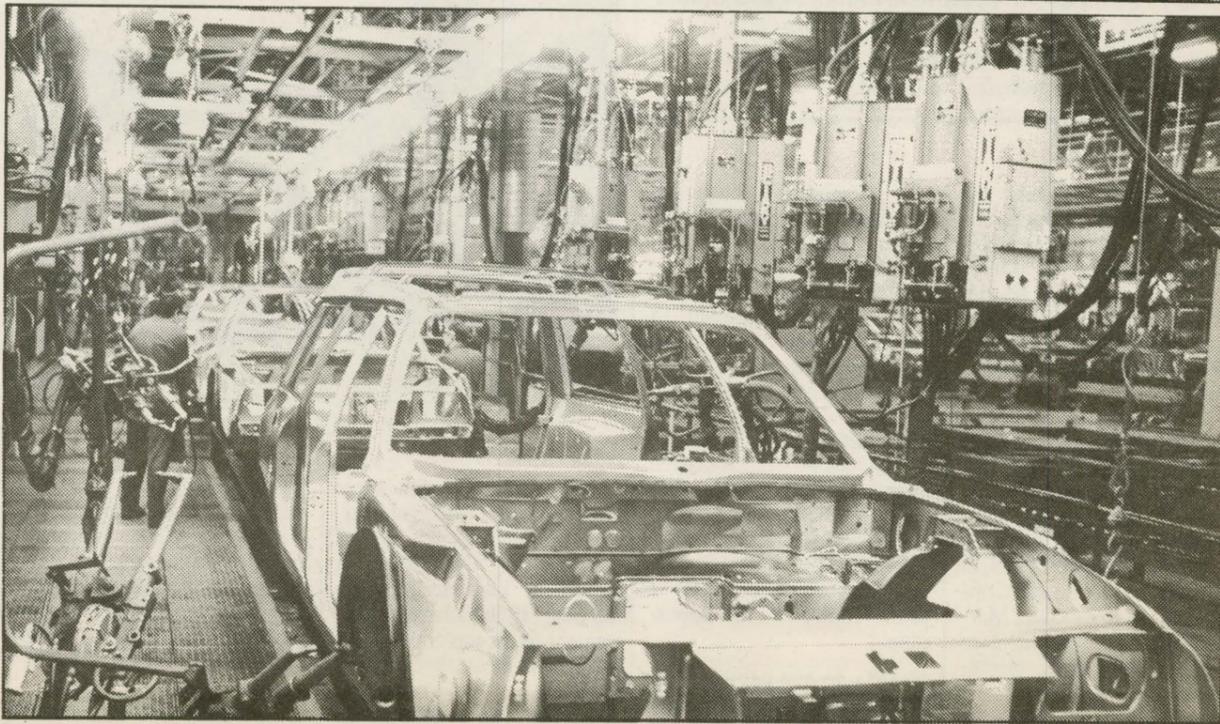
moderne, ce serait considérer que le travail est un sacerdoce voué au culte du profit patronal.

Dans les prochains jours, syndicalistes et unitaires et travailleurs combattifs, en-

semble, doivent rejeter cette loi.

Et la campagne électorale doit être une incitation supplémentaire à mener cette bataille.

Jean Lantier



## Editorial des feuilles d'entreprises

# Flexibilité : faire échec à la provocation

Quelle mouche a piqué Mitterrand, au point qu'il convoque une session extraordinaire du Parlement pour faire passer sa loi sur la flexibilité ?

## Flexibilité et cohabitation

Cette loi, est-ce un cadeau préélectoral aux travailleurs ?

Si ça, c'est un cadeau... Voilà une loi qui vise à casser les lois précédentes, acquises par la lutte des travailleurs. Cette loi est faite pour que le seul patron décide de la durée du travail, selon l'impératif unique des carnets de commandes. Entre 38 et 41 heures, ou entre 37 heures 30 et 44 heures, il nous faudrait plier l'échine devant la priorité absolue, la compétitivité. Cela ne créera aucun emploi, tel n'est pas le but. Cela ne rapportera aucun libre choix des horaires, seul le patron décidera. Cela ne fera pas grimper les salaires, ils resteront identiques, quel que soit l'horaire pratiqué dans le mois, et en plus les heures supplémentaires ne seront plus payées qu'en repos « compensateurs ».

Alors, cette loi, pour qui est-elle faite et pourquoi juste avant mars 1986 ? Mitterrand a décidé seul, comme d'habitude. Par cette loi, il appelle la compréhension de la droite. Vous qui êtes d'accord sur le fond, leur dit-il, montrez que vous voulez cohabiter, laissez-la passer.

Par cette loi, il entend reprendre à Barre et à ses fans le flambeau du libéralisme. Regardez, dit-il, moi aussi je suis de la croisade de la libre concurrence, de la déréglementation.

Par cette loi, enfin, il entend donner un dernier

gage aux patrons. Face à un éventuel retour de la droite, il garde le cap, celui de l'austérité infligée aux travailleurs.

Cette loi a un autre avantage pour Mitterrand et les patrons. Elle divise les syndicats, bien sûr, qui ont depuis longtemps trouvé tous les thèmes possibles pour s'entre-déchirer.

## Diviser pour régner, Mitterrand n'a rien inventé

La direction Maire de la CFDT en fait sa loi, sa triste victoire. Bergeron dit non à la flexibilité, mais son apolitisme bien connu l'empêche de mettre un pied dehors pour manifester. Henri Krasucki continue la campagne de sa centrale, de façon à s'approprié seul, même au détriment d'une mobilisation de grande ampleur, le thème de la flexibilité.

Parmi les salariés, c'est souvent l'interrogation qui domine. Car les travailleurs ne sont pas, ne sont jamais consultés pour ce qui les touche au plus haut point. Ils voteront en mars 1986 pour des députés mais là, tout de suite, sur une loi qui va charcuter leurs horaires de travail, qui va modifier leur vie quotidienne, pas question de recueillir leur avis...

Eh bien, non à la résignation ! Nous ne voulons pas de cette loi, nous sommes nombreux à refuser cette nouvelle attaque. Disons-le ensemble, dans la rue, unitairement, et clamons-le, pendant la campagne électorale.

## Formation

La LCR organise pour ses militants et sympathisants un cycle d'exposés économiques en quatre séances qui se déroulent le mercredi, de 19 heures à 21 heures, 9, rue de Tunis (Paris 11<sup>e</sup>).

○ 15 janvier : la loi de la valeur et l'exploitation.

○ 22 janvier : le fonctionnement du système.

○ 29 janvier : la crise économique.

○ 2 février : l'impérialisme.

TABLE RONDE

# L'antiracisme, notre combat

*A l'heure des bilans et des perspectives après la campagne antiraciste de 1985, nous avons organisé une table ronde réunissant Mehdi Lallaoui et Samia Messaoudi. Tous deux sont membres actifs d'associations de jeunes Beurs de la banlieue parisienne, tous deux sont à l'initiative de la marche des droits civiques en septembre 1985. Mehdi s'est inscrit très tôt dans la démarche unitaire qui a abouti à la manifestation du 7 décembre. Samia, elle, a traversé la France avec la marche, et a soutenu l'arrivée du 30 novembre, à Paris.*

□ Vous avez été tous les deux parmi les premiers initiateurs de la marche « des droits civiques ». Quels étaient ses objectifs au départ et comment se situait cette marche par rapport à celle lancée par SOS-Racisme ?

**Samia** — Cette marche a été décidée, avant tout, pour que les associations de jeunes issus de l'immigration affirment leur existence. J'ai marché avec les Beurs en 1983, et j'ai roulé en 1984 avec Convergence sur le parcours Marseille-Paris. Il s'agissait, à ce moment, d'un vaste rassemblement antiraciste.

En 1985, nous voulions aller plus loin ; nous voulions mettre l'égalité des droits sur le devant de la scène. Notre plate-forme affirmait les droits sociaux et politiques des travailleurs immigrés et la reconnaissance de leur situation dans le pays. Les associations se sont retrouvées, dès juin, pour discuter de la troisième marche et la concevoir comme une vaste interpellation de la France autour des exigences de l'égalité des droits.

SOS-Racisme, quant à lui, est une association qui a occupé une place gigantesque, en ratisant très large. Il l'a très bien fait, c'est incontestable. Mais, en même temps,

les associations disparaissaient dans son ombre. Leurs mains nous cachaient. La meilleure démonstration de leur part a d'ailleurs été l'annonce de la marche du 14 décembre dont nous avons pris connaissance par la presse et qui se revendiquait des deux marches précédentes, alors qu'à l'époque SOS-Racisme n'existait même pas. Nous avons maintenu l'initiative que nous avions décidée. C'est eux qui auraient dû s'y rallier, comme nous l'avions proposé dès le début. L'inverse était impossible.

**Mehdi** — Je n'ai pas la même interprétation du lancement de la marche. Notre objectif n'était pas d'affirmer notre existence, mais d'entraîner un vaste mouvement antiraciste pour fêter le troisième anniversaire de la marche de l'égalité.

Quant au passif avec SOS-Racisme, il est effectivement énorme. Déjà en juin 1985 pour la Concorde, SOS avait contacté le collectif jeune région parisienne pour y participer. En fait, on nous a demandé de coller des affiches mais tout avait été réglé sans nous. Soit dit en passant, l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), elle, ne s'était pas gênée pour accepter à l'époque la participation proposée le 15 juin.



A Vallauris, l'accueil d'une marche.

Juste avant les échéances de 1986, cette troisième marche devait permettre une mobilisation dynamique et bousculer l'antiracisme flou de SOS. Il faut savoir effectivement qu'en septembre nous étions en pleine préparation lorsque nous avons appris le lancement de la marche de SOS. C'est ce qui nous a conduit dans un premier temps à écrire une lettre, « SOS-Racisme, businessman de l'antiracisme », qui dénonçait les tendances à l'hégémonie de SOS. Celle-ci proposait aussi de construire une véritable unité autour de notre marche.

Nous ne voulions pas que l'égalité des droits soit noyée, une fois de plus, dans un discours général et flou qui ne poserait pas les vrais problèmes.

Quand la FASTI a proposé de rajouter ce point, à sa réunion prévue en octobre sur le droit de vote, nous

avons rédigé une lettre disant : « La division profite aux racistes. » Cette dernière proposait une seule marche, avec les conditions suivantes : arrêt des pratiques d'hégémonie de SOS, plate-forme rédigée en commun, coorganisation à tous les niveaux.

A cette réunion de la FASTI, alors que tout le monde était d'accord pour une seule marche (la FASTI, le CAIF, le MRAP, nous) et que SOS était prêt à accepter nos demandes, un certain nombre de gens, qui n'étaient pas initiateurs de notre marche, ont dit : « On les a mis à genoux, allons jusqu'au bout, ne faisons rien avec eux. » Cette attitude n'avait rien de politique.

On a vu apparaître des forces, comme le CNDTI, qui défendaient une position sectaire alors que nous ne les avions jamais vues dans les grandes initiatives précédentes. Le basculement du CAIF et de la FASTI n'est intervenu qu'après.

□ Les collectifs des villes ont accueilli les deux marches, tout en expliquant que rien ne justifiait leur existence séparée et que la démobilisation était importante. La nécessité de se mobiliser deux fois, souvent à quelques jours d'intervalle, était difficile à comprendre.

**Mehdi** — Absolument, mais dans toutes les villes (Montpellier, Lyon, Chambéry, Grenoble, par exemple), le sentiment unitaire s'est néanmoins massivement exprimé. Le combat des unitaires a permis l'évolution de SOS-Racisme.

Quels arguments justifiaient sérieusement l'existence de deux marches ? 80 % des rouleurs de SOS étaient des jeunes Beurs venus des cités, comme nous.

Notre proposition pour une manifestation le 7 décembre aurait dû retirer tout

prétexte à la division. Toi et moi, nous avons toujours été contre les conceptions de repli communautaire sur le thème : « Les immigrés entre eux et les antiracistes ailleurs. » Lorsque les antiracistes (comme ceux de SOS) disent clairement « droit de vote », nous sommes ensemble sur les mêmes revendications. Nous faisons avancer les choses.

Vous avez eu une démarche sectaire, une démarche d'isolement. La FASTI, par exemple, a prétendu soutenir les associations de jeunes Beurs, mais lesquelles ? En tout cas, pas celles qui ont appelé au 7 décembre, pas les milliers de jeunes qui étaient présents à cette manifestation.

**Samia** — Mais non ! La FASTI a confirmé sa position : être du côté de ceux qui défendaient l'égalité des droits...

□ L'appel au 7 décembre reprenait les deux plates-formes. les mots d'ordre de la manifestation étaient clairs et les discours à la fin également. Ce n'est pas là-dessus que portait la divergence...

**Samia** — De tout façon, je pense que la démobilisation résulte de l'existence de deux initiatives. Nous aurions dû agir autrement : partir des régions où la pratique et l'expérience sont très enrichissantes (à Marseille, à Vallence, nous avons eu de très bons contacts) et fixer une initiative centrale sur cette base. Les deux marches ont

été parachutées et les collectifs des villes nous l'ont à juste titre reproché.

Mais, contrairement à ce que vous dites, les unitaires n'ont fait que se rallier à SOS. C'est ce que la presse a fait ressortir après la manifestation du 7 décembre. Nous n'étions peut-être pas très nombreux le 30 novembre, mais il y a eu peu d'informations de la part des médias.

**Mehdi** — La manifestation du 7 décembre était numériquement importante et composée essentiellement de jeunes. Pourtant, le mot d'ordre était le même que celui du 30 novembre. Nous n'avons aucun pouvoir sur ce qu'a fait la presse.

**Samia** — Il s'agit, maintenant, de poursuivre la lutte pour l'égalité des droits. Nous allons partir dans les régions, discuter du bilan, faire un compte rendu de toutes les expériences et mobilisations locales. La lutte continue comme le montrent les mobilisations à Lyon, l'action des JALB, etc.

**Mehdi** — D'accord pour poursuivre la lutte pour l'égalité des droits. Mais il faut mettre en place au niveau national le collectif unitaire des associations. Vous devez y prendre votre place. C'est impossible que la division continue même si à mon avis toute démarche sectaire se paie à un moment ou à un autre. Le droit de vote, la lutte contre le racisme nous concernent tous.

Propos recueillis par Hélène Viken

Départ de la marche du 7 décembre, à Marseille.



VIENT DE PARAÎTRE

## Critique Communiste

revue mensuelle

de la Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 48

janvier 86 / 14 fr.

Sommaire

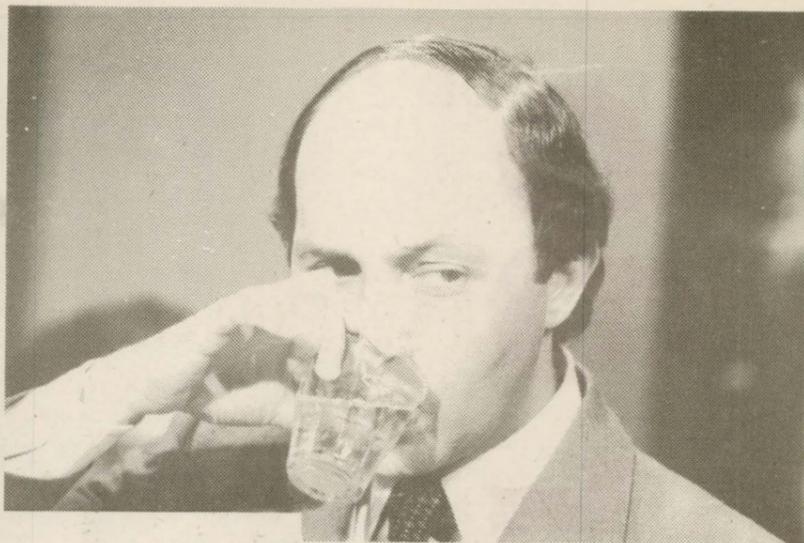
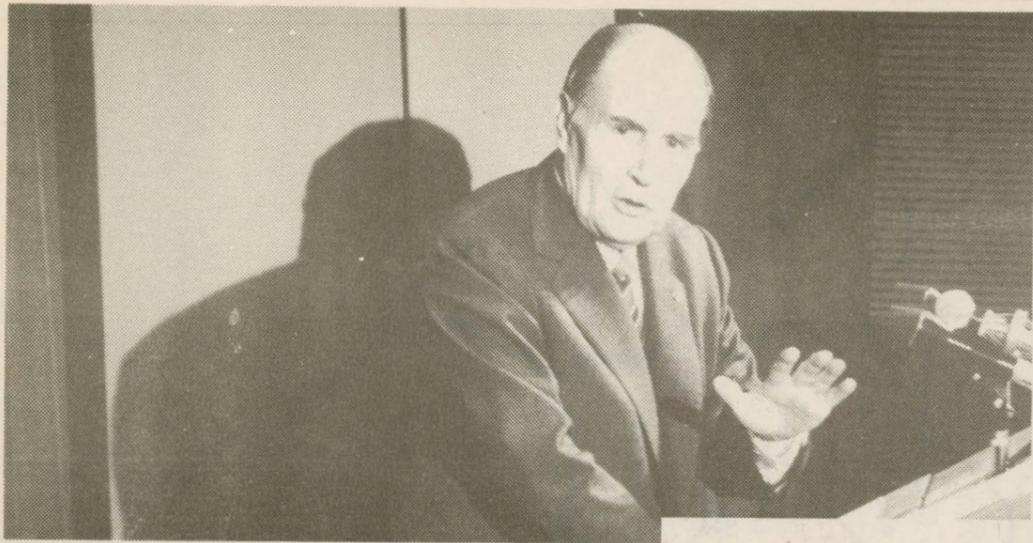
A deux mois des élections, recentrages et cohabitation

Nouvelle-Calédonie : Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro

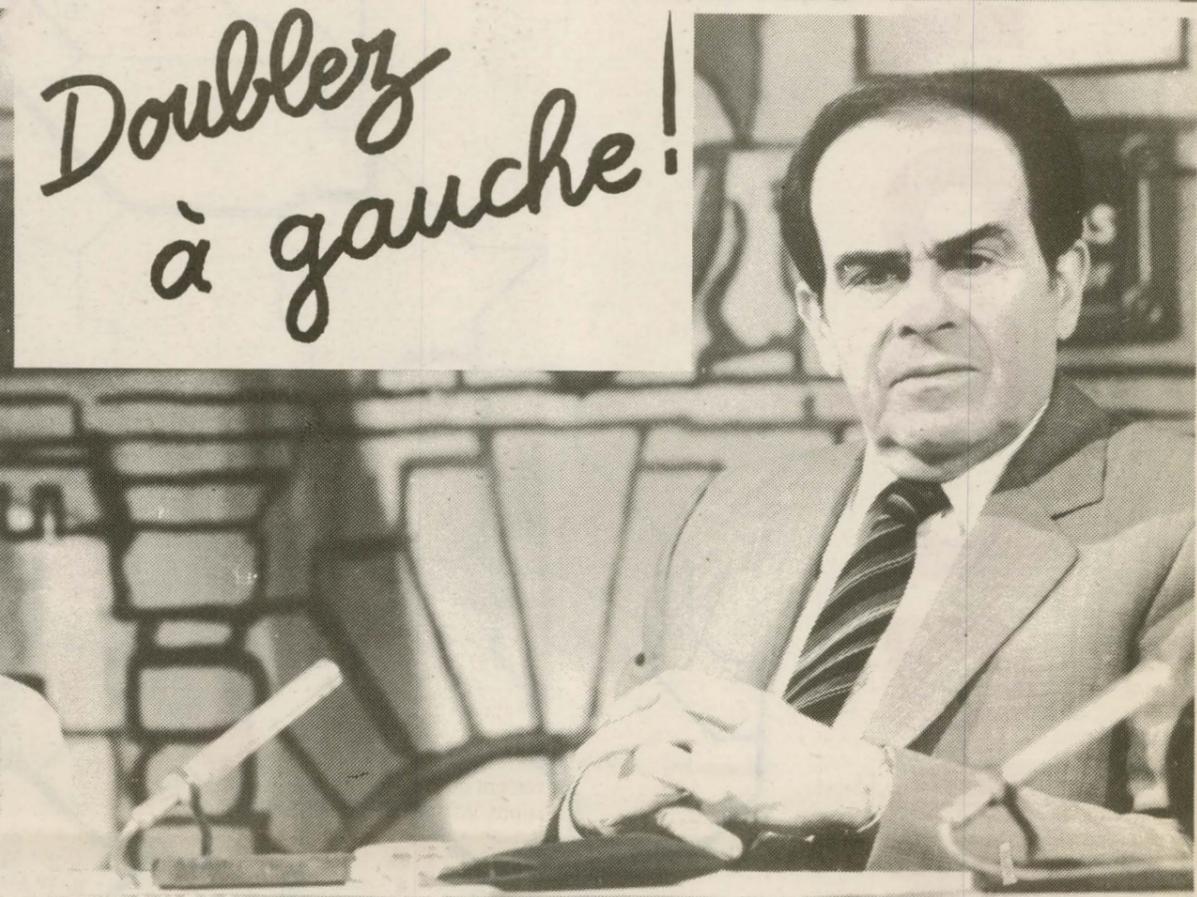
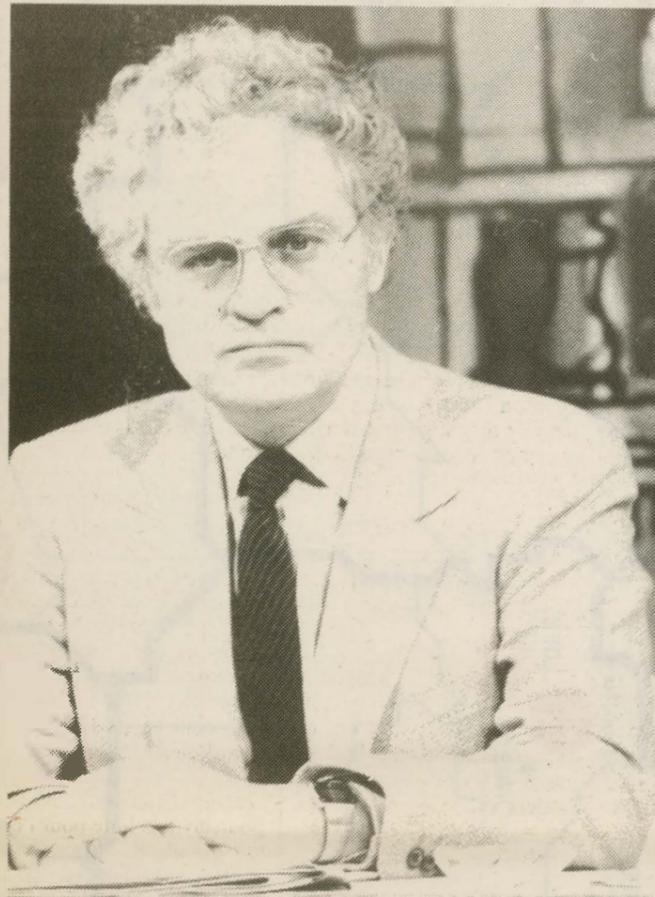
Dossier BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA GAUCHE (I)

Trop "honnête" pour être vrai : Le MPPT

Index 1985



*Doubler  
à gauche!*



A gauche ? Vous avez dit à gauche ? Mais qui est encore à gauche dans cette campagne électorale ?

Mitterrand ? Allons donc ! Dans ses vœux de fin d'année, il s'est surtout efforcé de faire oublier qu'il fut, voilà cinq ans, l'élu d'une majorité de travailleurs. Pour lui, la cohabitation avec la droite, au soir du 16 mars prochain, n'est pas un problème : « Quoi qu'il en soit [du verdict des urnes], des lois sont votées, des décrets sont pris, d'autres le seront, des instructions sont données au fil des ans et d'autres viendront. Il faut poursuivre la tâche sans faiblesse. La France continue, l'Etat aussi. »

Fabius ? Il s'empresse de démentir. Le « socialisme moderne » qu'il appelle de ses vœux est un mélange de valeurs de la droite et de la gauche. Dans une interview au Monde du 7 janvier, il exaltait ainsi de « larges zones de consentement » et plus particulièrement le mariage de « l'économique et du social », de « l'individuel et du collectif », de « la sécurité et du risque », des « grandes réformes » et « une bonne gestion ».

Jospin ? Il ne veut plus se reconnaître que dans l'étiquette « social-démocrate ». Interrogé sur Radio Monte-Carlo, le 5 janvier, il confiait : « Si devenir un parti social-démocrate c'est devenir la social-démocratie suédoise, faire 40 % des voix, alors je veux bien me fixer cet objectif. » A lire ce plat éloge du réalisme gestionnaire des partis-frères du nord de l'Europe, on

mesure le chemin parcouru depuis l'époque où le premier des socialistes menait campagne en affirmant : « Le PS se tourne vers les Français pour leur dire : vous n'êtes pas désarmés devant une crise dont vous devinez qu'elle n'a pas éclaté par hasard : ce sont les privilégiés dans notre pays qui tendent à accréditer cette idée, parce qu'ils ne veulent surtout pas mettre en cause leurs privilèges, ni la stratégie des puissances qui garantissent à leurs yeux la pérennité de l'ordre établi, c'est-à-dire leurs propres intérêts de classe. » (Le Projet socialiste, page 17).

Marchais ? Il voudrait bien le faire croire. C'est pourquoi il ne cesse de fustiger la complicité du PS et de la droite. Mais comment oublier que, lorsqu'ils y trouvaient leur intérêt, les dirigeants communistes n'étaient pas trop regardants sur la politique du gouvernement auquel ils collaboraient ? Et surtout, comment ne pas voir que les rodomontades du secrétaire général n'ont pour unique objectif que de couvrir l'impuissance du PCF à proposer une quelconque issue à l'échéance de mars ?

Décidément, plus on se rapproche du scrutin, moins on trouve de forces ayant conservé cette boussole qui indique résolument la gauche. Il est vrai que pour ceux qui nous gouvernent, cette notion est « usée », comme l'expliquait récemment le chef de l'Etat. Et pourtant, être à gauche, ce n'est rien de plus qu'offrir au monde du travail une véritable alternative politique, un projet s'opposant

sur tous les plans à la société de l'exploitation et des inégalités. Etre à gauche, c'est avant tout dire trois fois non !

### Trois fois non !

Non au retour d'une droite revancharde. Chirac, Giscard, Barre, c'est la réaction sur toute la ligne. Leur programme pue le fric, quelles que soient leurs précautions de langage. Et ce n'est pas la dernière opération de Hersant qui nous démentira. Pour ces gens-là, une seule chose compte : que les puissants soient toujours plus puissants. Même s'il faut, pour y parvenir, tailler à la hache dans les acquis sociaux, rogner les libertés, bafouer la plus élémentaire justice. Le passé de collabo du patron du Figaro, les diatribes anti-ouvrières et anti-immigrés de ses plumitifs montrent que, pour cette droite gorgée de haine, Le Pen et son Front national ne sont pas des passagers clandestins. Ce sont des amis de la famille.

Non à une gauche qui a tout renié. Sous couvert de « modernisation », le gouvernement — formé désormais du seul PS, après avoir réuni les deux grands partis ouvriers — a sacrifié jusqu'à ses propres références aux exigences des possédants. Sa seule loi est celle du profit. Son seul idéal c'est la survie du capitalisme. Sa seule morale, c'est la soumission à la France du fric et des privilè-

ges. Comme s'il voulait en administrer une nouvelle preuve, il vient d'ailleurs de convoquer une session extraordinaire du Parlement afin de faire passer son projet scélérat sur la flexibilité du travail. L'Assemblée rose de 1981 achève son mandat par la destruction d'une conquête datant du Front populaire. Rien de moins !

Non au bradage des revendications et des valeurs ouvrières. Face à la crise mondiale de leur système, les capitalistes n'ont pour seule politique qu'un libéralisme sauvage inspiré par Reagan et Thatcher. A l'inverse, les travailleurs n'ont d'autre choix que de résister pied à pied, d'opposer à l'adversaire la défense intransigeante des revendications, des acquis, des intérêts ouvriers, de préparer les conditions de leur mobilisation unitaire.

Tant pis si les adeptes de François de Closets ou d'Edmond Maire ne voient que ringardisme dans ces quelques principes. Laissons-les aux chimères d'une société où patrons et salariés collaboreraient harmonieusement, en dépit d'intérêts totalement opposés.

Pour nous, s'il est une idée moderne, c'est bien celle du socialisme. Car la crise actuelle montre que le capitalisme est incapable de fonctionner dans le sens du progrès social. Dans ces conditions, pourquoi chercher à concilier l'inconciliable ? Pourquoi hésiter à rompre

avec la loi du marché ? Pourquoi refuser de sortir d'un système dont la faillite plonge des millions d'êtres humains dans la détresse et le dénuement ?

Aujourd'hui comme hier, il faut afficher la couleur. Etre à gauche, c'est être rouge, c'est mettre l'intérêt des travailleurs et de la population laborieuse avant toute autre considération. Voilà le message que nous voulons faire passer dans les prochaines semaines, à l'encontre des discours prônant la résignation. Voilà pourquoi aussi nous avons choisi comme thème de campagne : « Voyez rouge ! ».

### Socialisme et profit : cohabitation impossible !

« Voir rouge » en 1986, ce n'est pas égrèner quelques formules toutes faites. C'est démontrer la nécessité d'une politique au service des travailleurs. Une politique qui s'incarne dans les exigences ouvrières et populaires les plus urgentes : contre l'austérité, pour la défense de l'emploi et des salaires, contre le racisme, pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, contre le nucléaire et la guerre de frappe tricolore, pour la solidarité internationale avec les peuples en lutte, etc.

Ce message, nous aurions voulu le défendre avec le maximum de forces et de

militants se situant à la gauche de la gauche officielle. Hélas, cela n'a pas été possible, le regroupement d'une alternative anticapitaliste commençant à peine à se cristalliser. Et nous nous sommes heurtés au sectarisme de diverses organisations, à commencer par Lutte ouvrière qui a refusé toute campagne commune avec la LCR.

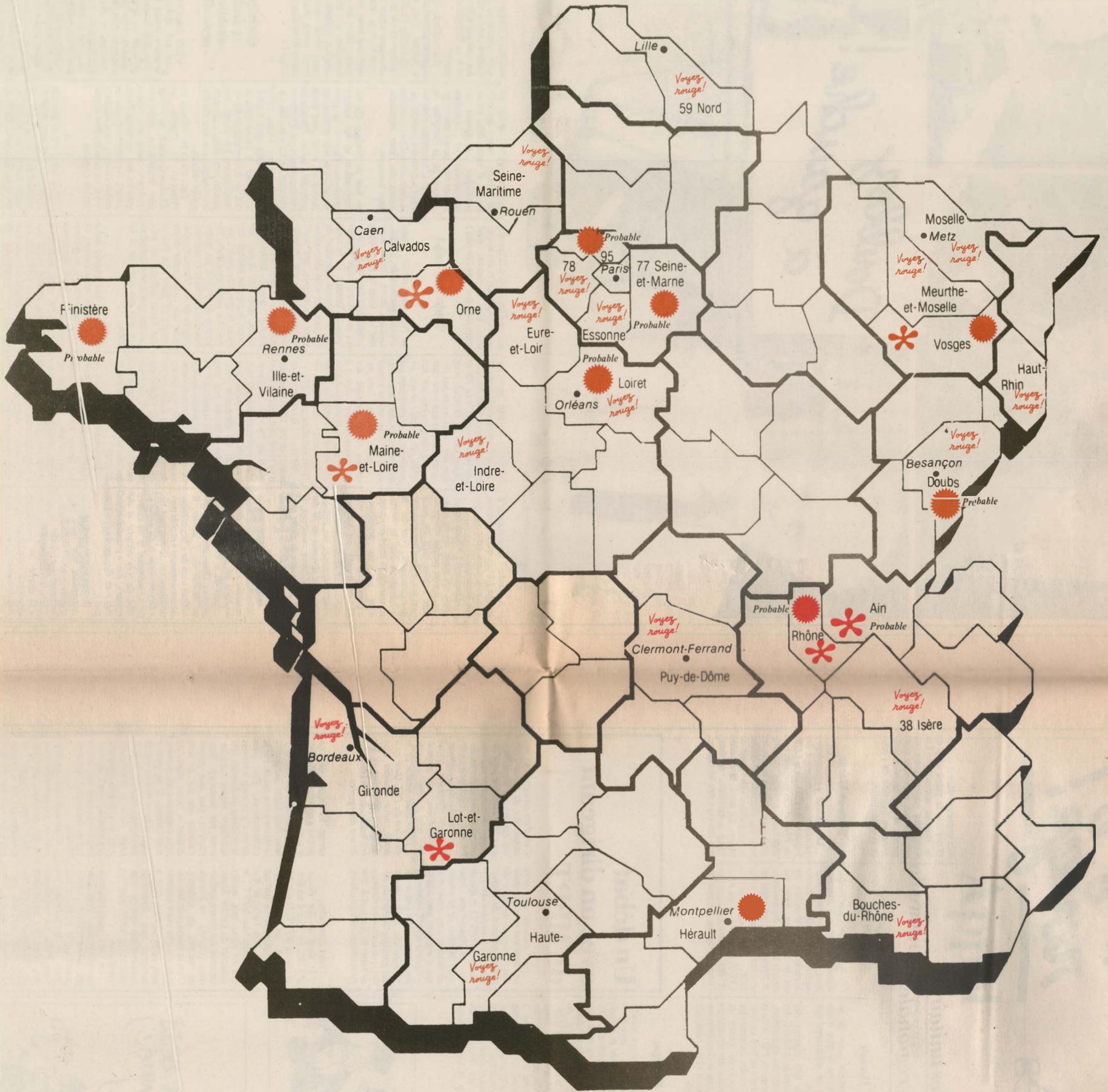
Il n'y aura donc, en mars prochain, que quelques listes anticapitalistes larges, dans le cadre des législatives ou dans celui des régionales. Pour que ses propositions aient un écho national, la LCR a donc décidé de présenter vingt listes aux législatives.

La carte que nous publions en pages 8 et 9 fournit une indication des départements où nous mènerons cette bataille, qu'il s'agisse de candidatures LCR ou de regroupements unitaires que nous soutenons. Nous reviendrons la semaine prochaine plus largement sur les listes de la LCR. Mais dès cette semaine, nous établissons un premier recensement des processus unitaires en cours, recensement que nous compléterons au fur et à mesure que les informations nous parviendront.

Il n'y a plus un instant à perdre pour qu'une autre voie se fasse entendre dans cette campagne. Dès aujourd'hui, les militants et sympathisants de la LCR vont consacrer toute leur énergie à cet objectif.

Christian Picquet

# Notre combat pour 86



*Voyez rouge!*

Listes de la LCR aux élections législatives



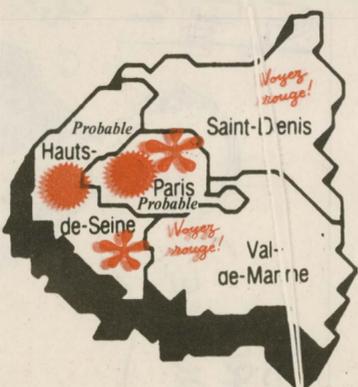
Listes unitaires aux élections législatives soutenues par la LCR



Listes unitaires aux élections régionales soutenues par la LCR

*Probable*

Des incertitudes demeurent



La LCR présente vingt listes; le vingtième département sera annoncé la semaine prochaine

# Un premier succès

# Voyez rouge!

Le tableau que nous présentons n'est pas encore complet. Dans les jours qui viennent, des décisions définitives seront prises, notamment dans plusieurs départements où les discussions unitaires ne sont pas achevées. Cela concerne notamment la Dordogne, le Doubs, la Sarthe, le Territoire de Belfort.

## Listes unitaires aux législatives

### Rhône

Suite à un appel très large signé par une soixantaine de militants, deux cents personnes s'étaient rassemblées à Lyon le 30 novembre pour des « rencontres alternatives ». Depuis, un nouvel appel circule « pour une liste unitaire des écologistes, des alternatifs, des autogestionnaires, dans le Rhône ».

Cet appel bénéficie du soutien du PSU, de la LCR, de la FGA, du PAC. Une réunion des signataires est prévue pour le 10 janvier afin de prendre les décisions concernant la campagne électorale.

### Ain

Un collectif unitaire existe depuis plusieurs mois sur le département, soutenu par le PSU et la LCR. Des commissions de travail sont en place pour présenter une liste aux législatives.

### Maine-et-Loire

C'est le seul département où, en contradiction avec son attitude sectaire au plan national, LO accepte de présenter une liste en commun avec la LCR. Depuis plusieurs mois, dans la ville d'Angers, les deux organisations, LO et

LCR, travaillent en commun, publient des tracts et des bulletins communs d'entreprise.

### Orne

Créé à Alençon, le collectif « regroupement alternatif » rassemble des syndicalistes CFDT, des responsables de la FASTI, des dirigeants du comité de chômeurs, des militants écologistes, antimilitaristes, et des militants de la LCR.

Désormais implanté dans tout le département, il agit à travers l'activité de dix-huit correspondants locaux dans sept villes et sur les différents quartiers d'Alençon. L'appel initial avait déjà regroupé 102 signatures. Il sera présent à la fois aux législatives et aux régionales.

### Lot-et-Garonne

Créé à l'issue d'un meeting de la LCR à Agen, le collectif « contre la droite et pour une véritable politique de gauche » va très vite regrouper une soixantaine de personnes avec de nombreux syndicalistes, de jeunes chômeurs, d'anciens militants du PS, etc. Aujourd'hui, ce collectif s'est étendu à trois villes du département et propose sa liste pour les législatives.

### Hauts-de-Seine

Un appel pour une liste alternative et écologiste, recueillant le soutien du PSU, de la LCR, de la FGA et du PAC, est soumis à la signature des personnes intéressées dans le département.

Au départ, ce texte avait reçu l'accord des Verts. Mais ceux-ci se sont ultérieurement retirés, suivant les consignes nationales de leur formation. L'objectif actuel est de rassembler cinq cents signatures.

### Paris

Un appel « Alternative 86 Paris » a été rédigé en commun par le PSU, la LCR, le PAC et la FGA. Il semble recueillir l'approbation d'une série de personnalités politiques, de syndicalistes et d'intellectuels. Le projet de présenter une liste aux élections sera définitivement ratifié par les militants du PSU le 8 janvier.

En cas d'accord, des assises publiques des signataires devraient se dérouler le 26 janvier autour de trois thèmes : l'emploi, l'antiracisme, le cadre de vie. Des commissions sont déjà en place pour préparer la campagne électorale. L'écho de l'appel dans la capitale, face à Le Pen, Jospin et Toubon, est d'ores et déjà important.

### Vosges

Bien implanté dans le département, le collectif unitaire regroupe une cinquantaine de personnes, tandis que cent cinquante signatures se sont retrouvées sur un appel « pour une alternative anticapitaliste et écologiste en 1986 ».

Se présentant également aux législatives, ce collectif, soutenu par le PSU, la LCR et un certain nombre d'élus écologistes très actifs, a réussi à mobiliser des syndicalistes et de nombreux jeunes.

## Listes unitaires aux régionales

### Hérault

« Alternative pour la région », tel est le titre d'une liste qui se présentera aux régionales.

Sur la liste figurent des syndicalistes de la CFDT, des enseignants, des agriculteurs, des militants du PSU et de la LCR. La tête de liste est Jean Huillet, l'un des dirigeants les plus connus de toutes les mobilisations des viticulteurs de la région, le deuxième sur la liste étant notre camarade Paul Alliès.

### Bretagne

Un collectif large intitulé « Convergence bretonne » s'est mis en place et s'étend sur tous les départements de la Bretagne. Il regroupe plusieurs centaines de militants. Il a déjà reçu le soutien du PSU, de la LCR, de l'UDB, de la FGA et du PAC. Dans l'Ille-et-Vilaine, l'assemblée générale du 14 décembre a déjà adopté sa plate-forme pour les élections régionales. Des discussions analogues sont en cours dans les départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord.



### Val-d'Oise

« Appel pour la constitution d'une liste contre le racisme, pour l'égalité des droits, pour une véritable politique contre le chômage et l'austérité », tel est le titre d'un texte qui circule dans le département. A l'initiative de cet appel se trouvent des militants de la LCR, des syndicalistes CFDT, des militants du PSU et des camarades issus de l'immigration qui ont joué un

rôle important dans le collectif unitaire de préparation de la marche antiraciste. Les signataires veulent présenter une liste aux régionales mais prendront une décision définitive en fonction de l'écho de la souscription.

### Seine-et-Marne

Le collectif « sémaphore » qui regroupe notamment des militants du PSU, de la LCR, du PAC et des militants non organisés, envisage de présenter une liste aux régionales pour une alternative politique et écologique en Seine-et-Marne. Là aussi, la décision finale interviendra en fonction des capacités financières.

## Un débat avec un dirigeant du MPPT

Nous publions ci-dessous une lettre que nous a envoyée Guy Trescarte, membre du bureau national du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) et tête de liste en Haute-Loire. Nous nous félicitons de sa volonté de débattre avec nous, et si nos divergences sont évidentes avec le MPPT, comme en témoignait notre article du 12 décembre, nous sommes des partisans résolus du débat et de l'action en commun de toutes les forces et de tous les militants anticapitalistes.

C'est dans cet esprit que nos camarades de Haute-Loire ont entamé des discussions avec Guy Trescarte pour envisager de présenter une liste commune aux élections. Selon notre correspondant local, la discussion continue. Si Guy Trescarte paraît d'accord avec cette proposition, cette dernière se heurte à l'opposition résolue de la direction du PCI. Quoiqu'il arrive, nous sommes bien décidés à poursuivre ce débat, quelle que soit l'ampleur de nos divergences.

Chers camarades, Je viens de lire Rouge, n° 1188, en page 6 un article sur le MPPT. Je suis un adhérent au MPPT de Haute-Loire. Je ne partage pas du tout l'analyse que vous faites du MPPT. Je suis un agriculteur, ancien président du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), un homme de terrain, de dialogue. C'est la raison pour laquelle je ne cherche pas à imposer mon point de vue mais à instaurer une discussion démocratique que je juge aujourd'hui vitale pour les travailleurs.

En 1981, après l'élection de Mitterrand, j'attendais du gouvernement auquel participait le PCF des lois pour les travailleurs. En mars 1986, les travailleurs des villes, les travailleurs des campagnes doivent être représentés par des vrais représentants qui, eux, tiendraient les engagements. Je suis convaincu que ce n'est pas à coup de synthèses ou d'appels à la mobilisation

contre la droite que l'on pourra s'opposer réellement à celle-ci, dès lors qu'une politique, que l'on peut qualifier sans honte de droite, continue à être menée par le gouvernement. Pas plus qu'on n'y arrivera à travers la politique de division systématique menée actuellement par beaucoup. Simplement, plus que jamais s'affirme que nul ne doit décider à notre place. Je veux construire un véritable parti ouvrier. Il ne peut y avoir d'autre moyen que la démocratie ouvrière la plus large, dans la discussion, dans le dialogue intégrant l'expérience vécue de son origine qui peut être politique ou syndicale. C'est mon objectif.

C'est pour cela que j'essaie de débattre avec vous de ces questions, avec vos responsables locaux. Je n'engage que ma responsabilité de militant. Je souhaite que ma lettre soit publiée dans Rouge.

Sincères salutations.

Guy Trescarte



# Appel

## Une alternative nécessaire et possible

Les élections législatives et régionales du 16 mars 1986 seront l'occasion d'un bilan de l'exercice du pouvoir par la gauche qui n'a pas répondu aux attentes et aspirations populaires.

Elles représenteront en même temps un enjeu face à la radicalisation de la droite et de ses extrêmes dont les projets font peser de graves dangers pour l'ensemble de la population.

L'importance de l'enjeu, comme les barrages institutionnels et financiers de la loi électorale, nécessitent de regrouper largement dans leur diversité tous les mouvements, associations et militants à la recherche d'une autre façon de faire la politique, pluraliste, créative et ouverte, à la recherche d'une alternative d'ensemble à la crise incluant notamment les thèmes suivants : pour une autre politique économique, pour le plein emploi, contre l'austérité et le néo-libéralisme ; pour l'égalité des droits, contre le racisme ; pour la défense de l'environnement et la préservation des équilibres naturels ; pour le droit des minorités culturelles et nationales ; pour le non-alignement, la solidarité avec le tiers monde, contre la politique française de grande puissance, pour le droit à l'indépendance des DOM-TOM ; pour une politique de désarmement, en particulier du nucléaire, pour une Europe indépendante des blocs.

Déjà sur ces bases, dans plusieurs dizaines de départements, des convergences se mettent en place ; occasions de confrontations et d'actions communes sur le terrain. Elles travaillent à la mise en œuvre d'objectifs communs, de contre-propositions concrètes, en particulier pour les élections régionales.

Pour les législatives, les tendances à l'émiettement restent cependant considérables.

Aussi les signataires appellent-ils à intervenir à tous les niveaux pour contrer cet émiettement, pour combattre tout sectarisme et démarche d'appareil, afin de créer les meilleures conditions d'une dynamique de rassemblement nécessaire pour peser dès 1986 et préparer les combats de l'après-1986.

### Premiers signataires :

Pierre Bauby, Josette Boisgibault, Claude Bourdet, Antoine Comte, Robert Davezies, Léon Dion, Bernard Dréano, Christian Dutertre, François Gèze, Félix Guattari, Pierre Halbwachs, Pierre Jaléa, Georges Labica, Jean-Pierre Lemaire, Alain Lipietz, Michel Leiris, Jean-Claude Le Scornet, Gus Massiah, Gérard Molina, Jean-Pierre Noual, Daniel Richter, Gérard Soulier, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Pierre Vigier, Philippe Zarifian, Denis Berger, Albert Jacquart, Robert Laffont, Alain Krivine, Jean-François Vilar, Louisette Blanquart, Thierry Jonquet.

## Une lettre de la FGA de Lille

Chers camarades de la rédaction de *Rouge*.

Nous vous écrivons pour rectifier (notre droit de réponse) le tir de votre article page 5 de *Rouge* n° 1189 que nous trouvons de très mauvais goût, surtout dans la période si difficile que nous traversons (l'article, pas *Rouge* qui nous sert à d'autres occasions).

1. La FGA s'efforcera dans le Nord d'exclure la LCR des discussions unitaires : il n'en est rien. Très tôt, des réunions autour de l'appel « *Convergence-alternative 1986* » ont rassemblé des militants de la FGA, de la LCR, du PSU, du PAC, etc. Et même Lutte ouvrière et les Verts en observateurs (au départ, absents de la convergence aujourd'hui). Aujourd'hui, l'appel continue de circuler dans la métropole lilloise, deux débats sont prévus en janvier (l'un sur l'emploi, l'autre sur le désarmement...). Il est vrai que nombre de participants à Convergence, dont nous, avons es-

timé, lors d'une assemblée générale, que ce regroupement n'était pas prêt pour les élections de mars 1986. Nous privilégions les régionales, alors que la LCR penche sur les législatives, entre autres... Lors du meeting de la LCR avec Alain Krivine, nous avons rappelé cela publiquement en précisant que les Verts étaient plus en avance et travaillaient sur un programme régional : « *le projet vert pour des alternatives régionales* » et que c'était de ce côté-là, plus que vers LO, qu'il fallait réfléchir et progresser.

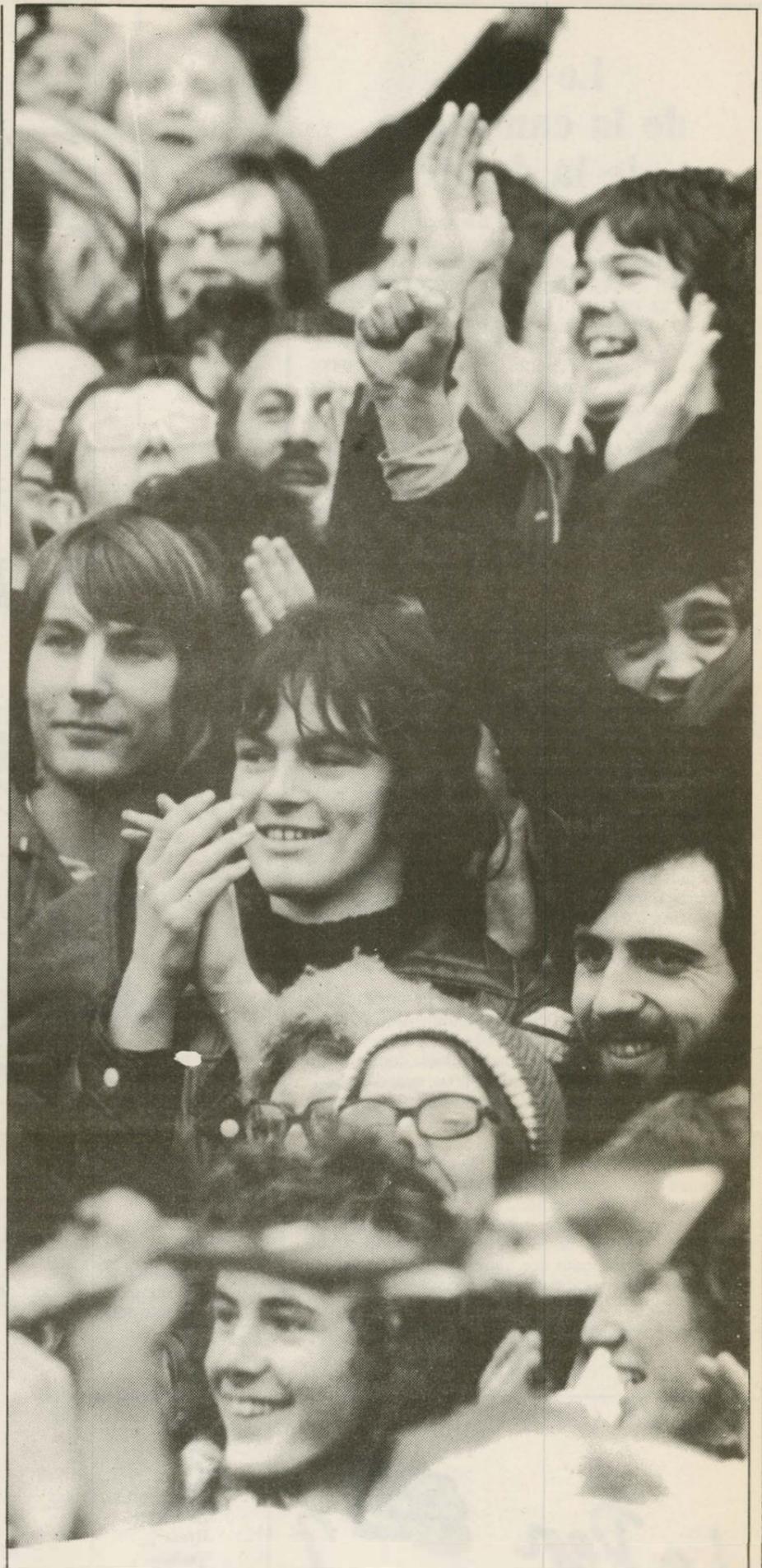
2. Nous recherchions donc « l'unité à tout prix sur n'importe quelle base ». On croirait entendre LO. Vous ne pouvez nous faire ce procès d'intention car c'est justement sur la base d'un texte de deux cents pages, très concret, amendé, discuté, par des militants verts, syndicalistes, pacifistes, alternatifs que la FGA-Lille et le collectif lillois pour une démarche alternative poursuivent un travail fraternel avec les Verts

qui n'est pas clos d'ailleurs. Ci-joint notre bulletin mensuel et la nouvelle *Gazette alternative* qui sort tous les deux mois et fera le point, public, sur cette pratique bien sûr anticapitaliste et plus alternative, d'après nous, que les discours électoraux assésés par n'importe quel parti dit d'avant-garde.

3. C'est par contre vous qui avez refusé de participer au débat public dans la revue *Rencontre alternative*.

4. Mais calmons-nous, car nous avons à travailler ensemble. La LCR a beaucoup à nous apporter comme les Verts. Si nous sommes sur la liste « les Verts-Nord écologie-Alternatifs », c'est en conservant, en développant nos propres idées, en menant notre propre campagne en faveur des travailleurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, mais pour qu'ils s'expriment un tant soit peu eux-mêmes, et qu'on avance tous ensemble, la LCR y compris.

FGA-Lille,  
le 23 décembre 1985



## Notre réponse

Cette lettre ne fait que confirmer notre appréciation et nos craintes. Nous ne reprochons pas à la FGA de discuter avec les Verts. Nous sommes favorables à une telle confrontation et souhaitons même initialement parvenir à un accord allant des Verts à l'extrême gauche. Il ne faudrait donc pas maintenant inverser les rôles.

A la différence des Grünen ouest-allemands, les Verts français refusent tout débat et toute action en commun avec les organisations politiques. A quelques exceptions près, ils refusent de participer aux collectifs alternatifs unitaires et présentent des listes concurrentes. Ce choix d'isolement se fait au nom de l'apo-

litisme. Gauche et droite, capitalistes et travailleurs : les Verts ne veulent pas voir de différence. C'est confrontée à ce contexte que la FGA doit choisir.

Etre pour l'alternative, c'est militer sans réticence avec ceux qui se retrouvent dans une démarche convergente, sans chercher en même temps les bases d'un compromis conduisant à s'aligner sur la politique des Verts qui tournent le dos à tous les processus unitaires. Ce choix s'applique tout particulièrement aux prochaines élections.

Pour ce qui nous concerne, nous ne demandons à personne d'avaliser notre politique et nous reconnaissons

volontiers que l'écologie représente une dimension trop longtemps sous-estimée par l'extrême gauche. Mais notre volonté inébranlablement unitaire, notre ouverture au débat avec les écologistes ne nous transformera pas pour autant en Verts. Anticapitalistes, nous estimons avoir un combat spécifique à livrer. Et ce combat est bien trop important pour renoncer à le livrer sur des questions essentielles. Jusqu'à présent, nous pensions que la FGA partageait ce point de vue et que son existence indépendante en était la preuve. La lettre de la FGA de Lille doit-elle nous conduire à réviser ce jugement ?

A. K.

## Le prix de la campagne de la droite

Cette année, la floraison des panneaux publicitaires et des affiches des partis de droite sera en avance sur la nature encore en sommeil. Chaque matin nous livre son nouveau lot de borbier bleu-blanc-rouge encore humide sur les murs de l'Hexagone. C'est que la nuit, désormais, verra s'activer la droite ! Pas les bourgeois, les notables, les coqs de village, pas les dentistes, grossistes, directeurs et autres profiteurs de la France profonde. Dormez, braves gens de la vraie France : des immigrés, jeunes, chômeurs et autres « précaires » colent pour vous.

Car il revient, il est arrivé le temps béni des profits exceptionnels pour les agences publicitaires, les sociétés de gardiennage, de service d'ordre et de services divers. « On embauche ! » Pour trois mois, le SMIC, sans majoration pour heures supplémentaires, sans prime de nuit, d'intempéries, de risque. Pour coller et fermer sa gueule. Pour cogner parfois, et se faire taper dessus, éventuellement.

Et elle va coûter du fric, cette bataille d'affiches et de publicité politique ! Mais ne croyez pas qu'il soit jeté par la fenêtre. Il reste dans la famille : Dassault, par exemple, file du fric à Chirac qui le refile à telle société de publicité ou de gardiennage « amie ». En échange, Dassault obtient du maire de Paris tel marché pour l'une de ses sociétés immobilières. Voilà le principe général.

Le coût des campagnes d'affiches de la droite est monstrueux. De l'ordre de six à dix millions pour le RPR et l'UDF qui vont avoir plus de douze mille panneaux à eux deux. Plus le prix de l'impression. Plus le salaire des colleurs (six à huit millions pour chaque parti).

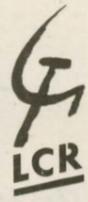
Et puis, il y a le reste. L'impression de journaux, de brochures distribués gratis : une vingtaine de millions pour l'ensemble de la droite. Plus les publicités dans les journaux et les magazines. Sans parler des meetings, conférences, banquets, des frais de transports en avion, en hélicoptère, etc.

Le total donne le vertige. Le coût de la campagne de la droite et de l'extrême droite atteindra des sommets astronomiques. Plus de 250 millions à coup sûr. Un lecteur distrait pourrait faire une mauvaise comparaison avec le coût de la nôtre. Attention, nous, quand on parle parfois de 250 millions, ce sont des centimes. Notre budget de « 250 » millions est donc à rapprocher de celui de 25 milliards de la droite. Soit 1 %, sauf erreur.

1 % du budget de la droite ! Un chiffre que tu peux t'enfoncer dans la tête, si tu pensais qu'on avait eu les yeux plus gros que le ventre...

Et encore, cela fera 1 % si nous réussissons la souscription ! Alors, tu nous a compris : verse et collecte autour de toi, pour que notre campagne se voit, se lise, s'entende, au milieu de toute cette mélasse bleu-blanc-rouge.

*Socialisme et profit ça ne cohabite pas*  
**Doubler à gauche !**

**Voyez rouge!** 

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

# Souscription législative 86

# 2,5 millions

# de francs

### Fédération 75

Assistance publique	500
AP, un ancien toujours plus ou moins d'accord	50
AP, une adhérente CFDT	50
EDF	130
HLM	500
SAT	110
Compagnie bancaire	500
RATP	150
Divers	120
PTT	500
AP	2 700
Education surveillée	500
Le Havre	760
Brest	1 300

### Tarbes

Christine	150
Bernard	55
Divers	120

### Fédération 92

T.A., Renault	200
A.M., ORTF	2 000
Malakoff	150

### Gennevilliers

Laurent	10,50
Sympathisants	193,50
Martine	100
Dominique	300
Paule	100
Josiane	30
Gisèle	15
Michel	50
Dominique	200
D.L.	200
Plusieurs travailleurs Thomson	40
V.	32
J.B.	50
M.	30
L.B.	30
Des travailleurs d'Hispano	80

### La Rochelle

Agnès	10
M.P.	20
B.R.	12,50
P.G.	7
J.P.	20
P.R.	40
B.J.	5
Pour arrondir	0,50

### Tours

Marc, prof.	250
Dédé, instit.	200
Liliane, instit.	200
Jean-Michel	510
Annabelle	50
Christian	100
Noëlle	100
Anonyme	10

### Fédération 93

De la part de camarades hollandais	90
Rosa	20
Lafargue	100
Télécoms	300
Pour un Rouge rageur et combatif	3 000
Un médecin	100
Communaux 93	200
Un informaticien du syndicat	300
Agnès	200
Dominique	250
Rosa	60
Marché de Montreuil	93,50
J.-P. C., hôpital Maison-Blanche	100
Contrat militant	150

Des militants de Rosny, « Pour un parti ouvrier et révolutionnaire »... 119

Besançon	1 500
Montbéliard	3 000
Nancy	1 200

### Fédération 94

Sympathisants plate-forme d'Orly	560
Périgueux	1 000
Strasbourg	3 000

### Fédération 91

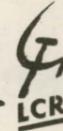
Reçu directement à Montreuil	
Y.C., SNCF	50
Hervé, VP	200
Robert, Champagnole, « Vive les luttes »	100
J.C., Vierzon	40
« Ni la jungle, ni le Goulag : Krivine vite ! »	200
Lucky Luke	2 000

Pour une campagne commune des révolutionnaires	3 000
Reste d'un réveillon	100

<b>Total de la semaine</b>	<b>35 553,50</b>
<b>Ancien total</b>	<b>372 902,00</b>

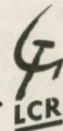
<b>Nouveau total</b>	<b>408 455,50</b>
----------------------	-------------------

*Milliardaire, un peu ?  
Tritonnaire, beaucoup ?  
Raciste, passionnément ?*  
**Le Pen est-il blanc ?**

**Voyez rouge!** 

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

*0 licenciement  
35 heures au même salaire*  
**Boulot d'abord !**

**Voyez rouge!** 

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

GRENOBLE

# Les chômeurs de la modernité

Plus de mille suppressions d'emplois étaient annoncées en une quinzaine de jours dans la région de Grenoble début décembre. Tous les secteurs industriels sont sur la liste noire. De l'agro-alimentaire (Lustucru) à la mécanique (Neyrtec-Alsthom) en passant par les « puces » de Thomson, mises en chômage technique. Sous ses dehors modernistes, la capitale de l'Isère a mauvaise mine.

□ De notre correspondant.

270 licenciements secs, 70 mutations à Nantes ou à La Courneuve, 50 préretraites, soit 390 suppressions d'emplois sur 680 salariés : tel est, en substance, le plan de licenciements dévoilé début décembre, par la CGT de Neyrtec aux travailleurs de l'entreprise et à la presse. Activités hydrauliques, forages pétroliers, broyage-concassage et traitement des minerais, Neyrtec est un établissement du groupe Alsthom, filiale de la CGE (Compagnie générale d'électricité). Alsthom « se recentre », aujourd'hui, sur l'énergie, les centrales nucléaires et les turbines, au détriment de la construction navale (Dubigeon-Nantes, Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire) par exemple. Les autres productions sont conservées, tant qu'elles rapportent. A Neyrtec, seule l'activité de forage pétrolier est rentable, selon la direction. Les activités déficitaires ne représentent qu'une « très petite part du marché mondial » et n'auraient pas la « taille critique ». Une autre explication existe, selon la CFDT-Neyrtec. C'est la « guerre des chefs ». Les responsables de Nantes, de La Courneuve et de Neyrtec-Grenoble — établissements du groupe Alsthom — « n'ont pas su coopérer suffisamment ». Bref, Neyrtec affiche « en perte » depuis deux ans (20 % du chiffre d'affaires prévisionnel en 1985).

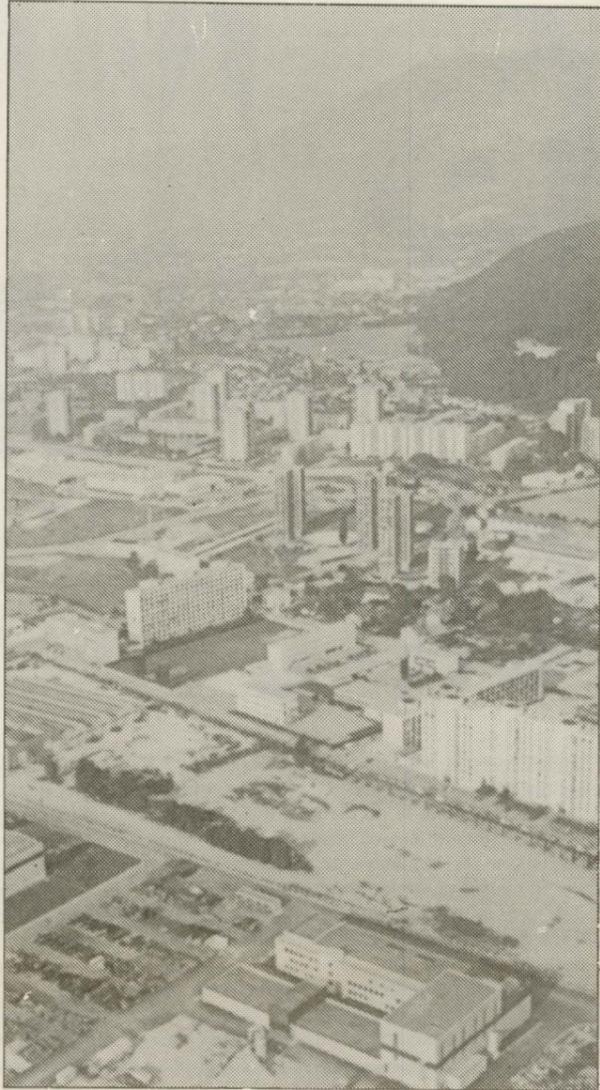
**L'hydraulique au creux de la vague**

Les sections syndicales CGT et CFDT que nous avons rencontrées exigent le maintien de l'activité sur le

site. Leur revendication s'appuie sur une certitude, partagée par le personnel, « on ne croit pas à la viabilité du transfert sur les autres établissements ». Ils n'y sont pas attendus !

Certains syndicalistes espèrent démontrer que plusieurs productions de Neyrtec sont rentables « car démontrer que c'est rentable, c'est renforcer la mobilisation ». Mais les moyens d'un « contre-plan industriel » risquent fort de leur échapper. Certes, les besoins existent, en particulier dans les pays pauvres, en matière d'irrigation, de traitement des eaux, par exemple. Mais la crise a déjà rétréci les besoins d'équipements des mines et du secteur pétrolier dans les pays industrialisés, quant au tiers monde... Neyrtec est, « à sa façon », directement touchée par son absence de ressources, et le poids de sa dette.

Pourtant « toute définition d'un plan réaliste » qui ne part pas de la logique des besoins, mais du respect de la « rentabilité », risque fort de conduire tout droit aux licenciements par étape. Et les tracts syndicaux soulignent avec insistance que « recaser les licenciés sur la région est irréaliste quand on connaît la situation locale de l'emploi ». L'Isère compte déjà quarante mille chômeurs ! Des licenciements, à Neyrtec, auraient d'ailleurs eux-mêmes des effets induits sur l'emploi régional. D'autant plus graves que l'entreprise est liée avec une société d'ingénierie comme SOGREA, ou des établissements de recherche et d'enseignement. Grenoble est le berceau de l'hydraulique. L'avenir paraît bien sombre. Contrairement aux fermes déclarations du Parti socialiste local, Louis Mer-



Neyrtec.

maz, député PS de l'Isère, considère lui le « démantèlement de Neyrtec comme inéluctable » ! Ce double langage, notons-le, n'a rien d'original. On le retrouvait au sein du PS de la région nantaise, face au démantèlement en cours des chantiers Dubigeon... un autre établissement du groupe Alsthom !

**Les « puces » en chômage technique**

L'électronique grenobloise n'a pas meilleure mine que la mécanique. « Les « puces » de Thomson-Efcis ont eu droit à deux semaines de chômage technique pour les fêtes de fin d'année. » Pour le personnel, le chômage partiel débute sept mois à peine après la mise en place du travail continu, sept jours sur sept, 24 heures sur 24, avec des horaires « débiles ». Des transferts d'emplois sont envisagés de Grenoble vers d'autres sites, Thomson vient de racheter Mostek, fabricant de puces aux USA. Il y a tout lieu de craindre que l'Etat laisse tomber Efcis.

L'intersyndicale CGT-CFDT réclame des investissements. Ceux-ci ont décliné de 117 à 75 millions de francs de 1982 à 1984, alors qu'ils devaient croître selon le contrat de plan de 239 à 396 millions sur la même période. Il suffit pourtant de « deux

ans pour qu'une nouvelle technologie devienne obsole ». Ceux de Thomson Saint-Egrève, qui fabriquent d'autres types de puces à quelques kilomètres de là, connaissent des problèmes similaires. Le chômage technique est annoncé comme « probable » pour 1986, le travail en équipe n'en passera pas moins en 5 x 8, les investissements dans la technique actuelle — le « diamètre 150 » — sont repoussés.

L'électronique, branche de pointe — c'est elle qui introduit les automatismes à grande échelle dans les autres branches — « n'en vieillit pas moins prématurément ». Sous l'impact de la crise, elle est « obligée » « d'imposer les conditions de travail de la sidérurgie d'hier. Feu continu, chômage technique, licenciements, délocalisations partielles vers les pays pauvres... A cette vitesse, les « puces » seront-elles dans quelques années la sidérurgie actuelle ? » Les travailleurs d'Efcis — dont 40 % de femmes — doivent en tout cas lutter pied à pied aujourd'hui contre le chômage et l'aggravation de leurs conditions de travail.

Grenoble n'est certes pas la Lorraine; mais, sous ses dehors modernistes, la capitale de l'Isère n'en subit pas moins la crise, de plein fouet ! Qui donc parlait d'avenir radieux made in Silicon Valley ?

Emile Ferré

**PIT**

**Grève des cabines, suite...**

Le 10 décembre, Jean-Michel Labaye était assassiné alors qu'il relevait, seul, l'argent des cabines téléphoniques à Paris. Depuis le 11 décembre, la plupart des quatre cents agents chargés, à tour de rôle, d'effectuer cette tâche sont en grève totale, ou tournante. Le plupart des cabines à pièces de Paris sont donc hors service, malgré le recours des PIT à des sociétés privées, ou le zèle de certaines directeurs : l'un d'entre eux a été relevé lui-même les cabines du BHV ! Pour la petite histoire, il n'était pas seul, lui, alors que l'administration refuse toujours obstinément de généraliser le travail à deux, que revendiquent les agents.

Les PIT ont joué le pourrissement et espèrent que la division syndicale ferait le reste. Les

grévistes ont su riposter efficacement en se réunissant régulièrement en assemblée générale. Lors de la première assemblée le 19 décembre, ils ont élaboré en présence des trois syndicats une plate-forme unifiant l'ensemble des personnels (voir Rouge de la semaine dernière). Cette plate-forme reprise à leur compte par quinze des seize centres parisiens en lutte sert maintenant de base aux négociations avec l'administration. Les responsables de la CGT après s'être finalement ralliés à ces assemblées générales (l'un d'entre eux présidait même l'assemblée du 30 décembre) ont ensuite boycotté celles des 2 et 6 janvier. Peu importe... le 6 janvier, les grévistes ont décidé d'une grève et d'un rassemblement à la direction des télécoms pour le jeudi 9. Dernière minute : mardi 7, l'administration tente de casser la grève en faisant relever l'ensemble des cabines par des sociétés privées.

**SOLLAC**

**« Syndicats »**

Les trompettes de la modernité ont retenti sur les ondes dès la signature de l'accord Sollac. Trois « syndicats » — les guillemets sont de rigueur — renoncent à toute augmentation de salaire en 1986 pour participer à l'effort de l'entreprise, ver. en aide à la direction. « Il faut relever le défi. déclare la CGC-Sollac, se regrouper de l'ouvrier au P-DG pour montrer que l'on croit tous à la Sollac, à la région. » Ben voyons !

Sacilor, maison-mère de la Sollac, vient tout juste d'annoncer qu'elle comptait avancer d'un an les 1 400 suppressions d'emplois prévues pour 1987 ! En 1986, la CGC, la CFTC et FO, signataires de l'accord, lui épargneront en prime toute augmentation de

salaire. Les économies ainsi réalisées permettraient, selon ces « syndicats », des investissements supplémentaires. Les licenciements aussi ! Défendront-ils pour autant les plans de licenciements ?

La CFTC, la CGC et FO de la Sollac donnent en plus une sérieuse leçon au CNPF, à l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières). Celle-ci recommandait une hausse maximale des salaires de 3 % en 1986. Eux font mieux : 0 % pour les salariés ! Les patrons ne manqueront pas de donner ce sacrifice en exemple dans d'autres entreprises.

A l'heure où le gouvernement et le patronat prônent la flexibilité de l'emploi au gré des besoins patronaux, la Sollac ajoute en prime la flexibilité des salaires. « Syndicats », vous avez dit syndicats ?



**İŞÇİ MÜCADELESİ**

Vient de paraître *İşçi Mücadelesi*, journal en turc pour l'immigration turque et kurde en Europe.

Au sommaire de ce numéro 1, des articles sur les mobilisations antiracistes et sur les luttes ouvrières en Europe. *İşçi Mücadelesi* se veut un instrument de contact avec l'immigration turque et kurde. Il reflète les activités et les positions des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pour se le procurer, passez vos commandes à la LCR, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Son prix unitaire est de trois francs. Libellez vos chèques à l'ordre de la LCR.

CFDT-LILLE

# Un congrès fort attendu

« Incontestablement, on ne manque pas de tonus à l'union locale CFDT de Lille ; à gauche toute et unité d'action », notaient les deux quotidiens de la région lilloise, « la Voix du Nord » et « Nord-Eclair », à propos du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Union interprofessionnelle de base (UIB) de Lille, les 13 et 14 décembre 1985.

□ De notre correspondant.

Depuis trois ans, une nouvelle équipe dirige cette union locale qui représente plusieurs milliers d'adhérents et occupe une place déterminante dans la région Nord-Pas-de-Calais CFDT. Elle regroupe vingt-six syndicats dont les plus importants sont, dans l'ordre : la santé, les métaux, les banques, le SGEN (enseignants), les PTT, les communaux et l'EDF. La « nouvelle équipe » est issue d'une assemblée générale, en 1982, où la plupart des membres de la commission exécutive sortante — plutôt proconfédérale et mise en minorité sur le vote du quitus — avaient décidé de ne pas se représenter. En 1983, le 1<sup>er</sup> Congrès confirmait les nouveaux responsables et l'orientation de l'union locale, critique vis-à-vis de la confédération. Battus, les syndicats en accord avec la ligne confédérale et régionale, EDF et métallurgie entre autres décidaient explicitement ou implicitement de pratiquer, en 1985, la politique de la « chaise vide » aux différentes initiatives de l'union locale.

Pour le congrès, les jeux n'étaient pas faits d'avance. Du côté des responsables régionaux, on espérait voir l'équipe sortante mise en minorité, au moins sur quelques points essentiels des critiques de l'orientation confédérale. Espoir déçu ! Le vote du quitus fut confortable : 62 % pour, 23 % contre, 15 % d'abstentions. La résolution générale fut adoptée avec 55 % des voix pour, 34 % contre et 11 % d'abstentions.

Les cent vingt délégués représentaient plus de 90 % des mandats. Le congrès fut dynamique et battant à plus d'un titre. Côté démocratie :

## De Solidarnosc au COSATU

Présence remarquable ce 13 décembre : Zbigniew Kowalewski, membre de Solidarnosc en exil, venait témoigner de l'activité toujours intense des militants du syndicat polonais et de l'importance de la solidarité en Europe. Il dédiait également son livre, *Rendez-nous nos usines*. Il fut chaleureusement applaudi. Auparavant, une motion et un message de solidarité destinés au Syndicat unifié des travailleurs d'Afrique du Sud furent adoptés : « Nous continuerons à exiger l'isolement du gouvernement raciste de Botha. Nous continuerons à nous battre à vos côtés. »

pas de commission de résolution. Il n'y avait pas de filtre aux soixante-dix amendements déposés. Quarante seront intégrés directement par les congressistes et une trentaine débattus. Branché sur l'actualité, le congrès décida d'agir : transports gratuits pour les chômeurs, retrait du Titre IV des hospitaliers, titularisation des auxiliaires, contre la précarité de l'emploi des jeunes tucistes des communes, et contre l'ouverture des magasins le dimanche et les jours fériés. Le congrès, intégrant un amendement des banques, décida de populariser ce thème et d'étudier les modalités d'une réelle mobilisation interprofessionnelle, si possible unitaire, « pour les trente-cinq heures sans perte de salaire jusqu'à deux fois le SMIC revendiqué... ». Il exige, par ailleurs, des allocations ou indemnités égales au minimum au SMIC pour les



jeunes tucistes, les stagiaires, les chômeurs, les retraités.

La flexibilité et la précarité ont été condamnées et mises au passif du gouvernement par le biais d'un amendement des communaux recueillant 65 % des suffrages. Un amendement sur les prochaines élections de mars 1986, présenté par la santé, fut adopté par 52 % des mandats contre

41 % et 7 % d'abstentions. Sans ambiguïté, il conclut : « Nous n'avons jamais abandonné nos revendications. Dans le prolongement de nos batailles, nous nous prononçons clairement contre le retour de la droite et appellerons à voter pour toutes les listes ouvrières sans exclusive. »

Un texte d'orientation était adopté après débat. Il analyse

la politique patronale et gouvernementale, définit les priorités revendicatives, prône le respect du fédéralisme syndical et développe des critiques sans concessions vis-à-vis de la confédération.

A n'en pas douter, la signature du texte d'Hacuitex rassemblant « les opposi-

tionnels », au dernier congrès confédéral, par sept syndicats lillois, n'aura pas été un feu de paille. L'orientation et la nouvelle équipe sortent renforcées de ce congrès. L'élection à 85 % de l'exécutif au conseil suivant le congrès en est une confirmation éclatante.

Frédéric Benoit

## BREST

# Chronique de l'unité

La division syndicale existant au niveau des confédérations passe mal dans les syndicats de base. Deux mobilisations récentes à Brest en témoignent.

□ De notre correspondant

Les classifications et l'avancement ont mis le feu aux poudres à l'arsenal qui regroupe six mille salariés, répartis en plusieurs chantiers : le chantier R pour les réparations, le chantier N pour les constructions neuves, le bassin 10 pour la réparation des sous-marins nucléaires.

Un « contingent de reclassements », annuel, permet à chacun, par étape, de grimper dans l'échelle hiérarchique. Austérité oblige : celui accordé cette année, beaucoup trop faible, créait ainsi des disparités entre travailleurs du même âge et de la même ancienneté.

La CGT, qui représente moins de 30 % des salariés, a décidé d'entendre venir. Elle lance des actions par secteur, chacun choisissant sa propre initiative. Il y a des débrayages. Les autres syndi-

cats, poussés par le climat dans l'entreprise, ne peuvent rester sans rien faire. Ils lancent leurs mots d'ordre d'action, mais surtout pas les mêmes que ceux de la CGT ! Les revendications sont également différentes. La CFDT réclame soixante possibilités supplémentaires de reclassement pour la catégorie 5, FO en veut soixante-dix et la CGT exige d'en obtenir quatre cent cinquante-trois, sur la totalité des catégories de personnel : une « vraie pétardière ».

Dans le secteur dit de « la pointe », où sont regroupés l'artillerie, le bassin 10 et l'atelier des torpilles, les militants de tous les syndicats refusent la division. Ils entament l'action en commun après des réunions intersyndicales. Pour eux, « le chiffre de la revendication importe peu ». Il faut, disent-ils, « créer le rapport de forces et ceci ne peut se faire qu'unitairement ». On verra ensuite

« combien de postes supplémentaires nous serons capables d'arracher ». Ils refusent de se rendre aux rassemblements convoqués séparément et réalisent leurs propres manifestations dans l'arsenal. Ils seront sept cents à deux reprises. La CFDT, largement majoritaire dans l'entreprise, regroupe seulement quatre cents personnes de son côté. Au « plateau », le gros atelier des machines-outils, le responsable CGT est autorisé par les adhérents de son syndicat à intervenir lors d'un rassemblement, à une condition : ne pas attaquer la CFDT. Il acceptera, bien sûr !

A « la pointe », enfin, la décision a été prise de ne pas laisser le déroulement de l'action à la seule appréciation des directions syndicales. Les militants des sections se réunissent pour déterminer les suites de la lutte. Et dans les directions, « il y en a qui tiennent de drôles de gueules ».

L'unité, la mobilisation avaient également le vent en poupe à l'EDF. La CGT a lancé en décembre des débrayages de solidarité avec les

dix-huit agents de la centrale de Tricastin menacés de sanctions graves à la suite de la grève nationale du 24 octobre. Elle n'a évidemment pas proposé l'unité à la fédération CFDT. A Brest, le syndicat CGT de l'EDF a de longues traditions d'actions unitaires. Le syndicat CFDT par contre, suite au renouvellement de ses responsables, s'est complètement aligné sur la confédération ces derniers mois. Toute action unitaire locale est devenue quasiment impossible. Le jour de la grève de solidarité, la CFDT distribuait un tract appelant à ne pas faire grève avec la CGT. La grève fut cependant massive, avec la CGT seule. Mais après, les électriciens et les gaziers de la subdivision de Brest convoquent une assemblée générale. Ils exigent que les responsables des deux syndicats y participent. Un seul point figure à l'ordre du jour : l'unité syndicale.

Deux exemples, tout petits certes, mais qui méritaient un peu d'attention, à l'heure où l'on ne parle que de syndicalisme en crise.

Max Dréhan

## Crèches : alertez les bébés !

Pour le retrait du projet de décret du ministère des Affaires sociales

Manifestation nationale samedi 11 janvier 1986 à 15 heures, de Montparnasse au ministère des Affaires sociales.

Appelée par des associations de puéricultrices, d'auxiliaires de puériculture, d'éducateurs de jeunes enfants, par des associations de parents d'enfants en crèche, par des syndicats de médecins. Soutenue jusqu'à présent, en ce qui concerne la région parisienne, par la CFDT-Interco 93, 94 et 75, et par FO 94.



## L'Effrontée

de Claude Miller

L'Effrontée rappelle par beaucoup de détails criants de vie et de tendresse le premier film de Miller, la Meilleure Façon de marcher. Mais le ton est devenu plus fort, plus assuré, plus amer, parce que Miller, depuis ce premier film réalisé en 1975, a réalisé deux des plus fabuleux poèmes d'amour fou du cinéma contemporain : Dites-lui que

je l'aime en 1977, et Mortelle Randonnée en 1983, qui en font à mon sens le plus talentueux réalisateur français du moment.

Dans l'Effrontée, grâce au talent de comédiens tous parfaits, la désillusion de cet été d'adolescente prend des allures dramatiques par la magie d'un cinéma qui sait débusquer le fond des regards, des

cœurs et des rêves d'une fillette qui s'apprête à faire sa mue et à quitter définitivement ses quatorze printemps pour devenir femme.

La magie du cinéma de Claude Miller, c'est précisément de nous rendre à la fois proche et pathétique cette métamorphose.

M. L.

## Silverado

de Lawrence Kasdan

J'aime le western, le genre par lequel on peut sentir le mieux les mythes d'une civilisation qui a vécu en à peine deux siècles son « Moyen Age » et son « Ancien Régime » pour entrer de plain-pied dans le monde moderne.

L. Kasdan aime aussi le western ; trop peut-être, puisque Silverado, qui reprend les codes, citations et canons du western classique, n'offre aucune originalité par rapport à des modèles qui étaient datés, et témoignaient chacun au moment de leur réalisation des préoccupations du monde contemporain.

Comme exercice de style, resucée d'un mythe disparu, Silverado est un plaisir que l'on aurait tort de se refuser.

Comme contribution à un genre, il est aussi vain que le

roman de Boileau-Narcejac, le Secret d'Eunerville, qui prétendait continuer la saga d'Arsène Lupin, arrêtée en

1935, quelques années avant la mort de son créateur Maurice Leblanc.

M. L.

## Le médecin de Gafire

de Mustapha Diop

Mustapha Diop, cinéaste du Bénin, signe une co-production Niger-Mali : image réconfortante de l'Afrique à l'opposé des misérables conflits frontaliers. La démarche cinématographique est la même : filmer ce qui unit, pas ce qui divise. Ici, l'antagonisme entre un jeune médecin formé à l'occidentale et un guérisseur traditionnel vaut pour tout ce qui concerne la culture et

l'identité africaine. La morale du film est dans un dépassement douloureux du conflit par une synthèse originale. L'opposition du médecin et du sorcier fait œuvre dans le film lui-même : la magie, le fantastique presque, parrainent cette réconciliation comme ils introduisent des images nouvelles.

P. G.

## Cuore

de Luigi Comencini

On connaît la grâce quasi magique avec laquelle Luigi Comencini a toujours su observer, raconter l'enfance et les enfants. Il était le seul cinéaste à pouvoir réaliser l'adaptation du livre d'Edmondo d'Amicis. Transposé par Comencini et ses co-scénaristes en 1899 (le livre fut écrit en 1880), Cuore s'ouvre par un long flash-back, par lequel le jeune sous-lieutenant Enrico Bottini, coincé sur le

front austro-hongrois en 1915, va revenir sur cette dernière année d'école primaire, à travers les portraits souvenirs de ses camarades d'alors. On attend avec impatience la version intégrale (5 h 40) de ce film réalisé pour la télévision italienne (et que la télévision française s'honorait d'acheter...), mais même réduite à deux heures pour une distribution en salles, cette chronique scolaire du début

du siècle est une pure merveille !

Récit d'une enfance qui ouvre émerveillée ses yeux à un monde qui change, Cuore nous fait rencontrer des enfants inoubliables qui, quinze ans plus tard, seront sacrifiés sur l'autel de la boucherie impérialiste... Film sur l'enfance trahie, Cuore est un chef-d'œuvre, le premier de cette année 1986. Courez-y vite !

Michel Laszlo



## Le Soulier de satin

de Manuel de Oliveira

Claudiel, écrivain catholique « musclé » et farouchement réactionnaire, n'est pas de ceux que l'on serait « naturellement » appelé à fréquenter si ce n'était que son écriture fascine. Les surréalistes qui le haïssaient fort étaient pleins d'admiration, Breton en tête, pour le Soulier de satin, son lyrisme si grand, sa beauté si extrême, sa vision « cosmique ».

Manoel de Oliveira, cinéaste portugais hanté par les fantômes de l'histoire et par ce que l'histoire elle-même a de fantomatique, est de

plain-pied avec cette fresque du monde de Philippe II d'Espagne qui va du Japon au Maroc et de la Sicile à l'Amérique, entre Barbaresques et Espagnols, guerres et amours, océans et places fortes, guerriers et esclaves, princes et pirates.

Claudiel rêvait de cinéma (sa pièce utilise la projection et l'écran et invente la caméra), Oliveira respecte la théâtralité comme le sujet « secret » du film. Dans cet échange, il y a un équilibre entre texte et image que ne dément jamais la durée du film (trois parties de plus de

deux heures) mais au contraire prend appui sur cette durée pour créer une véritable planète cinématographique originale avec ses continents, ses habitants, sa langue.

La mort de l'historien Fernand Braudel a de nouveau attiré l'attention sur le vaste univers méditerranéen et atlantique de Philippe II. Dans les à-côtés de cette histoire où bouillonne un catholicisme militant et militaire, Oliveira met en scène une gigantesque opéra de la mémoire plein de spectres, d'artifice et de majesté.

Piotr



☆ **Vendredi**, 23 h (A2), les Affameurs, d'A. Mann avec J. Stewart, A. Kennedy, J. Adams et R. Hudson. Sur fond de « ruée vers l'or », il s'agit d'une magnifique chronique épique sur l'amitié, la trahison et la mort, personnifiée par le héros mannien par excellence : James Stewart. Peut-être moins épuré que Je suis un aventurier (qui passera le 31 janvier), ce film tourné dans des paysages

grandioses reste néanmoins l'un des chefs d'œuvre d'un genre qui ne suscite (hélas) plus que des resucées aseptisées (cf. Silverado, par exemple).

☆ **Samedi**, 20 h 35 (A2), Ma plus belle histoire d'homme, ou les meilleurs moments des vingt ans de spectacle de Guy Bedos. Alléchant, non ?

22 h 15 (TF1), « Droit de

réponse » : la France de Pétaïn (hier ou demain ?)

☆ **Dimanche**, 22 h 30 (FR3), la Tête d'un homme inaugure un long cycle consacré à l'un des plus importants réalisateurs français de l'entre-deux-guerres, Julien Duvivier. Adapté en 1932 du roman de G. Simenon, ce film retrace une enquête de Maigret (interprété ici par le grand comédien allemand Harry Baur, qui mourra quelques années plus tard aux mains des nazis).

☆ **Lundi**, 16 h 07 (FR3, le Point de non-retour, de J. Boorman avec L. Marvin et A. Dickinson est un fulgurant film noir adapté d'un polar de Richard Stark, qui marqua

avec éclat les débuts américains de John Boorman.

20 h 35 (FR3), les Aventuriers, de R. Enrico avec L. Ventura, A. Delon et J. Shimkus. D'après un roman de J. Govianni, ballade autour de la recherche d'un trésor enfoui et de l'amitié. Un grand succès du cinéma français des années soixante.

☆ **Mardi**, 20 h 35 (FR3), King-Kong, de J. Guillermin avec J. Lange et J. Bridge. Ce remake est une idée de producteur. La technique ayant pas mal progressé en quarante ans les truquages sont peut-être mieux léchés, mais la poésie du premier film a irrémédiablement foutu le camp...

☆ **Mercredi**, 20 h 35 (A2, « Grand Echiquier » de Julien Clerc, avec, entre autres, M. Boujenah, Renaud, Téléphone, Nicole Garcia...

22 h 55 (FR3), Bayan Ko à « Cinéma sans visa » va nous permettre à la fois de découvrir le cinéma philippin et un très grand réalisateur : Lino Brocka. Bayan Ko est un vrai film noir, un mélodrame social brutal et sans concessions, filmé avec un talent fou par un réalisateur qui fut la révélation des années soixante-dix, et qui pour tourner la censure philippine a toujours su enraciner ses réflexions sociales dans des scénarios policiers aussi désespérément violents que les grands films noirs de la War-

ner des années trente-quarante.

☆ **Vendredi**, 20 h 35. Le choix est entre une nouvelle enquête de Phil Marlowe : Coup de crayon sur FR3, ou le deuxième volet du Fort Saganne, d'Alain Corneau sur A2.

23 h (A2), Duel au soleil, de King Vidor, avec G. Peck, J. Jones et J. Cotten. Très (trop ?) surestimé, ce western lourd d'une symbolique ampoulée possède beaucoup moins de puissance que l'Homme qui n'a pas d'étoile, que Vidor tournera avec K. Douglas huit ans plus tard et marquera la fin de sa contribution au western, genre américain par excellence.

Michel Laszlo

# Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro

Après quelques promesses officielles hypocrites de faire la lumière sur l'assassinat d'Eloi Machoro, les suites de l'enquête judiciaire s'enlisèrent dans les méandres d'une procédure discrète, identique à celle qui contribua à étouffer le dossier de l'assassinat du responsable indépendantiste Pierre Declercq en 1981.

L'Union calédonienne (UC), dont Eloi Machoro était le secrétaire général, a ainsi été récemment amenée à constater que « l'enquête ne semble plus tellement progresser et risque même d'être complètement étouffée » et vient de se constituer partie civile « pour avoir accès au dossier et le faire avancer ».

Dans un communiqué du 9 décembre dernier, l'UC rend publics certains éléments de l'expertise balistique qui confirme la thèse de l'assassinat prémédité. Exit la version officielle de la « bavure » du GIGN en réponse à un ordre de neutralisation qui aurait été mal interprété.

« Il apparaît, conclut le communiqué de l'UC, que l'ordre et donc la responsabilité ont été décidés sur place. Et tout porte à croire que sur la pression des forces coloniales locales, le GIGN et la gendarmerie ont froidement décidé d'assassiner Eloi Machoro. » Les comptes rendus des procès verbaux des communications entre le Haut-Commissariat et la gendarmerie de Dogny ne font pas état d'une injonction de neutralisation d'Eloi Machoro. Pourtant, Edgard Pisani a reconnu avoir donné un tel ordre. Mieux encore, il s'est même attribué toute la responsabilité de cette « bavure » lors d'une de ses visites à Thio. Serait-ce pour mieux couvrir des militaires de haut rang que l'on ne désire nullement sanctionner ?

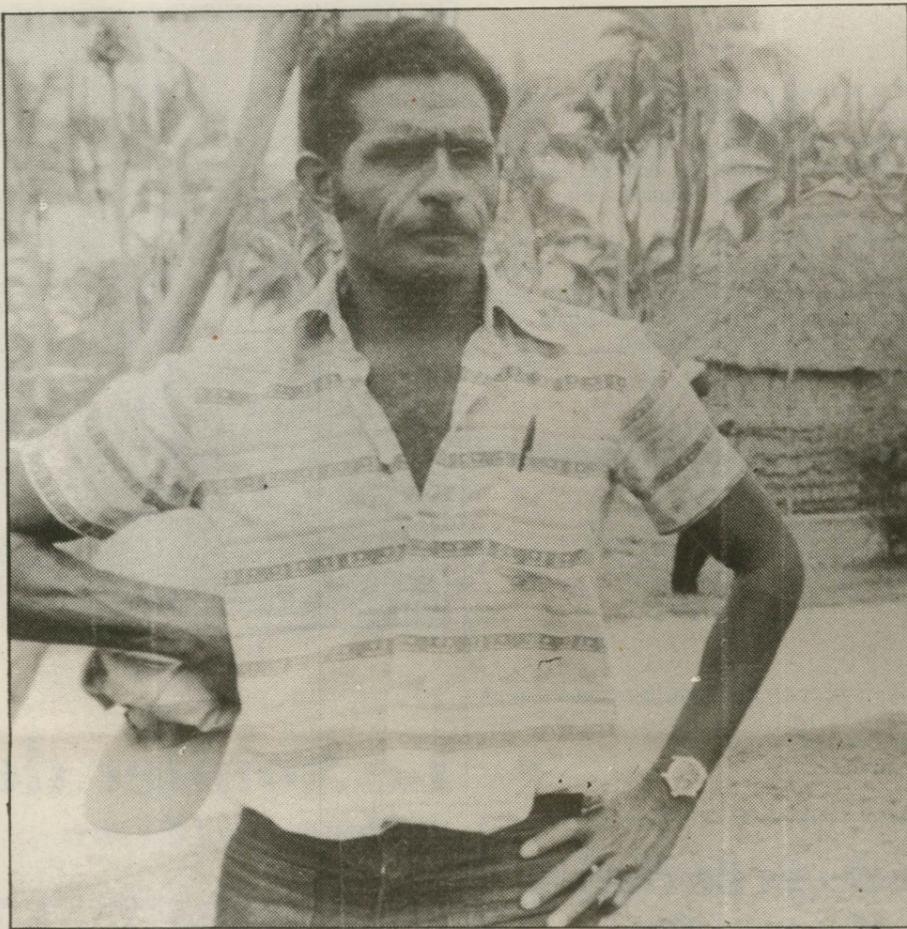
C'est ce qu'affirme l'hebdomadaire indépendantiste *Bwenando* du 12 décembre 1985, qui écrit : « Ceci, parce que le pouvoir ne contrôle pas les actes de l'armée, y compris de la gendarmerie » et qu'il « approuve les méfaits et crime de cette gendarmerie, peut-être seulement pour ne pas avouer qu'elle lui échappe ».

Quelles qu'en soient les raisons, il s'opère depuis lors sur le terrain une collusion de plus en plus évidente entre les groupes coloniaux et les diverses composantes des forces de répression comme l'illustre l'assassinat de Machoro.

Depuis des mois, la droite coloniale s'équipe en matériel militaire grâce à un fructueux trafic d'armes dont l'épisode du paquebot *l'Ile de lumière* n'est que le dernier avatar connu. Ses groupes s'entraînent et s'organisent au vu et au su des autorités coloniales. Depuis les élections du 29 septembre dernier, ces dernières n'ont pas réagi au développement d'une vague d'attentats à l'explosif, d'agressions diverses contre des bâtiments publics et des locaux ou contre des militants indépendantistes. Il aura fallu attendre la destruction du Palais de justice de Nouméa au début décembre pour entendre le haut-commissaire, représentant du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie, dénoncer de tels agissements.

A vouloir tout faire pour éviter de reconnaître le droit du peuple kanak à l'indépendance, le gouvernement Mitterrand et ses représentants sont amenés à des concessions toujours plus importantes à la droite coloniale. Ce faisant, ils prennent la responsabilité de laisser se structurer des réseaux comparables à ceux de l'OAS durant la guerre d'Algérie. Au fil des sympathies politiques réac-

*Le 12 janvier, Eloi Machoro et Marcel Nonnaro étaient abattus par les tireurs d'élite du GIGN, à Dogny sur la côte Ouest, là-même où fut éliminé le chef Ataï, organisateur de la révolte kanake de 1878.*



Eloi Machoro.

tionnaires se nouent en effet des complicités. Des réseaux se structurent. Cela jette les bases d'une multiplication des actions terroristes des groupes factieux à l'approche des échéances électorales de 1986.

## La haine du peuple kanak en lutte

Les forces de l'armée coloniale et les tenants du statu-quo partageaient une même haine pour Eloi Machoro. Les uns pour l'affront qu'il leur avait fait en capturant des unités de gendarmerie à Thio. Les autres pour la détermination militante dont il faisait preuve.

Le 14 décembre 1985, le quotidien local *les Nouvelles calédoniennes* justifiait le meurtre d'Eloi en écrivant : « Si les gendarmes, les CRS et l'armée ont des armes, c'est pour s'en servir à un moment donné. »

Mais il fallait encore exorciser la peur que la révolte anticolonialiste de novembre 1984 avait laissée dans les esprits caldoches. Et le même journal affirmait qu'Eloi avait « cherché la mort pour s'offrir un suicide qui lui confère l'image de martyr qu'il semblait rechercher depuis un moment ».

Après le travail du GIGN, encore fallait-il

se convaincre qu'une page était bien tournée, et le plumitif des *Nouvelles* continuait : « Il n'était pas le Che. Il n'était pas un idéologue de la révolution. Il donnait plutôt l'impression d'être animé par une haine des Français et du Blanc. »

Eloi n'était pas un communiste révolutionnaire et ne se prétendait pas tel. Militant indépendantiste déterminé, il avait la conviction que le peuple kanak n'obtiendrait que ce pourquoi il se mobilise et que son unité et son organisation pouvaient pallier à son infériorité numérique et militaire initiale. En 1982, alors que le Front indépendantiste était au Conseil de gouvernement, il affirmait : « Le FI et le peuple kanak se sont fixés un calendrier pour l'indépendance, des objectifs à atteindre. Plus le temps passe, plus ils seront déterminés dans ce combat (...) Les Kanaks, quant à eux, ne se font plus d'illusions et ne comptent plus que sur eux-mêmes. »

## A la recherche d'une stratégie de libération nationale

Eloi fut un artisan de l'unification des forces militants indépendantistes dans le FLNKS en 1984. Il fut aussi le moteur de la mutation de son organisation, l'UC, vers le terrain de l'action de masse extra-institutionnelle (cf. encart). Il devenait dès lors le porte-drapeau de toute une couche de militants indépendantistes radicaux et déterminés.

Eloi Machoro commença aussi à mettre en pratique une stratégie de libération nationale tenant compte des réalités du pays. Etant donné l'inégalité du rapport de forces, le FLNKS devait utiliser une tactique de mobilisations qui évite un affrontement central prématuré avec les tenants du colonialisme, tout en contribuant à modifier la situation initiale en faveur de la lutte du peuple kanak pour l'indépendance.

## Le « testament » d'Eloi Machoro

17 novembre 1984, à 23 h 55.

« A l'intention de toute l'UC et à vous, responsables de ce parti. Demain, la journée sera rude pour tout le peuple kanak. Le boycott actif des élections, prôné par ceux qui sont conscients que la survie du peuple kanak se jouera demain, réussira ou ne réussira pas. S'il réussit, le gouvernement a tous les moyens à sa disposition pour présenter cela comme un échec.

« Sur le plan national, les métropolitains ont d'autres problèmes et ils ne nous connaissent pas.

« Sur le plan international, avec les pays du Pacifique et les pays capitalistes, ils ont des moyens pour minimiser notre action en invoquant notre caractère minoritaire et en grossissant la valeur des Kanaks présents sur les listes électorales. Il faut donc quelque chose de plus que le boycott actif. Les prisonniers de Koindé sont encore en taule et ils vont continuer à y croupir si l'on n'assimile pas d'une façon concrète leur lutte à notre lutte de demain, c'est-à-dire une lutte pour la survie du peuple kanak. D'une façon ou d'une autre, ceux qui ont signé le mot d'ordre de boycott actif des élections seront inquiétés après les élections ou pendant la journée de demain.

« Je ne veux pas être incarcéré pour rien et, demain, je prendrai une part très active à l'action qui sera menée dans la mairie de Canala.

« Ce sera à vous à exploiter le plus possible la suite des événements pour notre lutte, pour faire comprendre aux gens (Kanak) la gravité de la situation pour leur peuple, le combat politique des gens de Koindé-Ouipoint.

« Je vous fais à tous confiance. Le combat ne doit pas cesser faute de leaders ou faute de combattants.

Eloi »

Eloi et ses compagnons avaient utilisé leur détermination, l'unité des différentes tribus de la région et une sérieuse organisation locale pour créer ce rapport de forces sur le terrain, à Thio, sans violences inutiles. La négociation avec le gouvernement français se fondait dans ce cadre sur une réelle capacité de pression pour obtenir de nouvelles concessions.

Quel que soit le bilan exact que l'on peut tirer de ses actions, une fois disparu, Eloi Machoro laisse un vide important au sein du FLNKS. D'abord parce qu'aucune autre stratégie de mobilisation des forces vives du peuple kanak au niveau national ne s'est faite jour pour éviter l'effritement du rapport de forces sur le terrain. D'une certaine manière, le développement des Ecoles populaires kanakes (EPK) vise, sous une certaine forme, cet objectif. Mais les EPK ne peuvent répondre à tous les problèmes d'organisation de la lutte, notamment en ce qui concerne Nouméa, où le manque d'un projet organisationnel précis du FLNKS met les militants indépendantistes dans une situation difficile face au camp colonial.

C'est en œuvrant à faire toute la lumière sur l'assassinat d'Eloi Machoro que les anticolonialistes de métropole pourront le mieux rendre hommage à un militant indépendantiste convaincu. En poursuivant la réflexion pour la définition d'une stratégie de mobilisation et d'organisation du peuple kanak dans la lutte pour l'indépendance, les militants du FLNKS, quant à eux, devront renouer le fil de l'action de masse pour reconstruire un rapport de forces en leur faveur.

Vincent Kermel

**Il y a un an, l'assassinat d'Eloi Machoro.  
Samedi 11 janvier, de 14 h à 18 h  
à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 20<sup>e</sup>.  
Réunion publique appelée par le FLNKS et l'AISDPK  
avec la présence du collectif des avocats.  
Il sera également présenté un film  
sur les événements du 8 mai 1984.**